

## L'Afrique appelle à l'action sur la santé publique

Les pays africains ont fait sensation début décembre en proposant un amendement aux règles de propriété intellectuelle de l'OMC en vue de faciliter l'accès des pays pauvres aux médicaments génériques.

La proposition était une suite logique pour le Groupe africain, qui non seulement avait inscrit la question de la santé publique sur l'agenda de l'OMC dans la période menant à la Conférence ministérielle de Doha, mais qui représente également une région confrontée à des défis extraordinaires dans le domaine de la santé. Avec plus de 35% de séropositifs dans la population des pays les plus affectés, l'Afrique enregistre de loin la plus forte incidence du sida dans le monde. Plus de 90% des décès dus au paludisme dans le monde surviennent dans la région, où la maladie est la principale cause de mortalité chez les enfants âgés de moins de 5 ans. L'Afrique subsaharienne a également le taux le plus élevé de tuberculeux, de même que le taux de plus élevé de décès liés à la tuberculose. Dans le même temps, les médicaments les plus efficaces contre le sida resteront couverts par des brevets pendant les années à venir, de même que les nouvelles combinaisons de médicaments contre le paludisme (environ 25 fois plus chers que la chloroquine, qui n'est plus protégée par un brevet). Le traitement pour la tuberculose multi-résistante nécessiterait des moyens 50 fois supérieurs à ceux actuellement mis en œuvre pour lutter contre la maladie.

### ADPIC et santé publique

La Déclaration sur les ADPIC et la santé publique adoptée à Doha a confirmé que les Membres de l'OMC avaient le droit d'octroyer des 'licences obligatoires' qui permettent la fabrication de médicaments brevetés même sans le consentement des détenteurs de droits pour prendre en compte ces crises de santé publique et d'autres, aux fins de l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle liés au commerce (ADPIC). Toutefois, un certain nombre de pays manquent de compétences en matière d'ingénierie inverse ou d'infrastructures de fabrication pour faire de la production sous licence obligatoire une option réaliste. C'est pour cela que la Déclaration a donné pour instruction au Conseil des ADPIC de l'OMC de trouver une 'solution rapide' aux difficultés que les pays ayant des capacités de fabrication insuffisantes ou n'en disposant pas dans le secteur pharmaceutique pourraient avoir à recourir de manière effective aux licences obligatoires. Le problème découle de l'article 31(f) de l'Accord sur les ADPIC, qui exige que la production sous licence obligatoire soit 'essentiellement' pour l'approvisionnement du marché intérieur.

Après des négociations ardues, le Conseil général a adopté, le 30 août 2003, une Décision qui apportait une 'solution' provisoire au problème à travers une dérogation pour la restriction des exportations de produits pharmaceutiques produits sous licence. Toutefois, ses prescriptions en matière de procédures sont si rigoureuses qu'aucun pays éligible n'a notifié son intention de recourir à ce système en tant qu'importateur. Les Membres de l'OMC ont reçu l'instruction de préparer un amendement à l'Accord sur les ADPIC « fondé, dans les cas où cela sera approprié, sur la présente Décision » devant être adopté d'ici mi-2004. Cette date a depuis lors été prorogée à mars 2005.

La Décision était accompagnée d'une Déclaration du président qui rassurait davantage sur le fait que le système serait utilisé de bonne foi et qu'il « ne devrait pas être un instrument visant la réalisation d'objectifs de la politique industrielle ou commerciale. » Le désaccord sur le statut juridique de cette Déclaration a été un des points empêchant des progrès sur l'amendement.

Les documents d'août 2003 se concentrent fortement sur la prévention du détournement des échanges. Un grand nombre de propositions – allant des prescriptions en matière d'emballage distinctif au contrôle des exportations et des importations – visent à garantir que les produits pharmaceutiques fabriqués sous licence dans un pays A pour être exportés dans un pays B sont de fait consommés dans le pays B et qu'ils ne sont pas détournés vers d'autres marchés où ils pourraient évincer les médicaments de marque brevetés.

### Principaux aspects de la proposition d'amendement

La proposition africaine (IP/C/W/437) soutient qu'un certain nombre de dispositions de la Décision soit seraient « redondantes dans le contexte d'un amendement », soit que le but qu'elles visent serait par ailleurs atteint par des dispositions existantes de l'Accord sur les ADPIC ayant trait aux licences obligatoires et des dispositions ayant trait au moyen de faire respecter les droits. La proposition énonce également que le 'caractère approprié' des éléments de la Décision devant être reflétés dans un amendement « devraient s'entendre des éléments de la Décision [...] qui sont nécessaires pour faire en sorte que l'amendement soit prévisible d'un point de vue juridique, sûr et économiquement et socialement durable. »

### Sommaire

Evaluation du paquet de juillet à partir d'une perspective de développement	2
Facilitation des échanges : Qu'y a-t-il en réserve pour les pays en développement ?	4
Accord de libre-échange USA-SACU : pourquoi le blocage ?	5
Négociations sur l'agriculture : les Membres doivent convenir de «pré-modalités» d'ici août 2005	9
Coton ouest africain : L'Assemblée parlementaire européenne se penche sur le dossier	14
Publications et Evénements	24

## Evaluation du paquet de juillet à partir d'une perspective de développement

par Faizel ISMAIL\*

Le lauréat du Prix Nobel, Amartya Sen, voit dans le développement un processus d'élargissement des libertés humaines. En adaptant sa réflexion au monde des échanges, quatre types de 'manque de liberté' doivent être supprimés pour intégrer une dimension de développement véritable dans les travaux et les règles de l'OMC.

En premier lieu, Sen soutient que les 'absences de liberté' ou privations peuvent survenir quand les gens sont privés des opportunités économiques et des conséquences favorables que les marchés offrent et appuient.<sup>1</sup> En second lieu, il soutient que la pauvreté devrait être perçue pas tellement en tant que faiblesse des revenus, mais en tant que privation des capacités de base. En troisième lieu, tout en appuyant la réglementation gouvernementale pour permettre aux marchés de fonctionner de manière effective, Sen spécifie qu'un système d'éthique est nécessaire pour construire une vision et la confiance en vue de l'utilisation fructueuse du mécanisme du marché. Il exhorte les décideurs à baser ces valeurs sur la justice sociale comme fondement et objectif de la politique publique. Et en quatrième lieu, Sen milite contre le point de vue selon lequel le refus de la liberté politique et des droits civils fondamentaux est 'bon' pour un développement économique rapide et énonce que priver les gens de la possibilité de participer dans des décisions cruciales relatives aux affaires publiques revient à les priver du droit de développer et de renforcer un système démocratique.

En appliquant les éléments du développement élaborés par Sen à la sphère des échanges, on pourrait soutenir que le commerce équitable supprimerait les obstacles auxquels les pays en développement sont confrontés pour exporter leurs produits vers les marchés des pays développés et créerait pour les pays en développement des opportunités de promouvoir leur développement. Rehausser la capacité des pays en développement, en particulier les plus pauvres et les plus marginalisés, à développer leur avantage comparatif pour produire et exporter fournirait à ces pays les capacités d'exportation, productive, institutionnelles et humaines nécessaires dont ils ont besoin pour niveler le terrain dans le système commercial. Etablir des règles qui garantissent un juste équilibre entre les coûts et les avantages des nouveaux accords, les valeurs et les intérêts des pays développés et des pays en développement, une flexibilité appropriée pour permettre aux pays en développement de mettre en œuvre des politiques de développement et la nécessité de renforcer le système fondé sur des règles garantirait à la fois la légitimité et la viabilité de ces règles. Et enfin, en mettant en place un système transparent et inclusif de prise de décision à l'OMC, les Membres contribueraient à la capacité des pays en développement à participer de manière effective à la prise de décision, ce qui renforcerait la légitimité de l'institution. En bref, les quatre éléments de la dimension développement

du système commercial multilatéral sont le commerce équitable, la constitution de capacité, des règles équilibrées et la bonne gouvernance.

Le concept de traitement spécial et différencié a depuis été établi comme un instrument essentiel pour garantir la proportionnalité dans les engagements souscrits entre pays développés et pays en développement, reflétant leurs niveaux différents de développement et de gains tirés du système commercial.<sup>2</sup> Toutefois, le traitement spécial et différencié n'est qu'un aspect de la dimension développement plus large et ne devrait pas être considéré comme le remplaçant.<sup>3</sup> Pour prendre en compte la dimension plus large du développement, nous devons nous concentrer sur les questions fondamentales de l'OMC et sur son fonctionnement : c'est-à-dire l'accès au marché, l'établissement de règles, la constitution de capacités et la gouvernance.

La Déclaration de Doha appelait le système commercial à jouer « pleinement son rôle pour ce qui est de favoriser la reprise, la croissance et le développement. » La section ci-dessous évalue 'le paquet' de juillet de l'OMC<sup>4</sup> dans la perspective de la dimension développement.

### Commerce équitable

Les pays en développement ont négocié avec succès des accords cadre sur l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles qui sont compatibles avec le mandat de Doha et qui à priori, ne portent pas préjudice à leurs intérêts.

Si le texte sur l'agriculture est souvent vague (il repousse le débat sur de nombreuses questions et rehausse le niveau de généralité pour éviter une impasse à ce stade), il donne effectivement quelque espoir sur le fait que la promesse de commerce équitable et de développement dans l'agriculture faite par Doha peut toujours être tenue. En outre, les pays en développement ont réussi à garantir l'application du principe de proportionnalité à leurs engagements, en conformité avec le principe du traitement spécial et différencié. Qui plus est, un certain nombre de dispositions du texte sur l'agriculture sont allés au-delà des dispositions traditionnelles en matière de traitement spécial et différencié ; la section sur l'accès aux marchés, par exemple, permet aux pays en développement Membres de désigner un 'nombre approprié' de produits agricoles comme Produits spéciaux, sur la base des critères de sécurité alimentaire, de sécurité des moyens de subsistance et des besoins de développement rural.

<sup>2</sup> P. Low et A. Kirk, *Special and Differential Treatment in the WTO : Why, When and How ?* WTO Staff Working Paper. ERSD. 2004.

<sup>3</sup> Ce point de vue a également été défendu par le Professeur Hoda, Indian Council for Research on International Economic Relations, dans son discours lors du Séminaire de la société civile afro-asiatique, New Delhi, 13-15 avril 2004.

<sup>4</sup> WTO WT/L/579, 2 août 2004.

\* Faizel Ismail est chef de la délégation sud-africaine à l'OMC à Genève et président des négociations de l'OMC sur le traitement spécial et différencié. Il a rédigé cet article à titre personnel.

<sup>1</sup> A. Sen. *Development as Freedom*, p. 3, 1999.

En appliquant les critères pour désigner des produits spéciaux, les niveaux de développement de ces pays et la vulnérabilité devront être pris en compte.

Dans les négociations sur les droits de douane industriels, le débat sur le fond du cadre a été différé. Ainsi, les modalités pour la libéralisation de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles devront accomplir deux choses simultanément. Elles devront (i) prendre en compte les questions de crêtes tarifaires, de progressivité des droits et le restant des droits élevés qui empêchent les exportations des pays en développement vers les marchés des pays développés ; et (ii) garantir une flexibilité suffisante pour prendre en compte la diversité des niveaux de développement des pays en développement.

La question du coton a montré que les subventions qui faussent les échanges peuvent avoir et ont effectivement une incidence négative sur les moyens de subsistance et les perspectives de développement des pays en développement les plus pauvres. En refusant de traiter de cette question séparément, les Etats-Unis ont souligné le lien inextricable qui existe entre le commerce équitable et le développement. Ainsi, le sort des producteurs de coton de l'Afrique de l'ouest est à présent inextricablement lié à un résultat ambitieux et fructueux des négociations sur l'agriculture de Doha.

### **Renforcement des capacités**

La Déclaration de Doha confirmait que « la coopération technique et le renforcement des capacités sont des éléments centraux de la dimension développement du système commercial multilatéral » et reconnaissait que « des programmes d'assistance techniques et de renforcement des capacités bien ciblés et disposant d'un financement durable ont des rôles importants à jouer » (para. 38 et 2). Le texte de juillet 2004 préconise : « Les pays en développement, et en particulier les pays les moins avancés, devraient bénéficier d'une assistance technique liée au commerce et d'un renforcement des capacités accrus, pour accroître leur participation effective aux négociations, pour faciliter leur mise en œuvre des règles de l'OMC, et pour leur permettre d'ajuster et de diversifier leurs économies. » En outre, la section intitulée « Autres questions de développement » engage l'OMC à garantir que : « une attention spéciale sera accordée aux besoins et préoccupations spécifiques liés au commerce et au développement des pays en développement, y compris les problèmes de capacités. » On peut donc soutenir que le texte de juillet a garanti la nécessité de prendre en compte les besoins des pays en développement en matière de mise en œuvre et d'offre, en plus du rôle que l'OMC joue traditionnellement en termes de renforcement des capacités, en conformité avec les Accords du Cycle d'Uruguay.

En plus de reconnaître la complémentarité entre les aspects relatifs au commerce et développement de la question du coton,<sup>5</sup> le texte de juillet a également reconnu que l'OMC devait travailler étroitement avec la communauté du développement, notamment les agences multilatérales et bilatérales qui aident les pays en développement à renforcer leurs capacités institutionnelles, productives et en matière d'exportation.

L'annexe sur les modalités pour la facilitation des échanges donne aux pays en développement l'assurance que les pays développés Membres prendront en compte les incidences de leurs besoins et priorités du point de vue des coûts, l'assistance technique et le soutien pour le renforcement des capacités (notamment le développement d'infrastructures), et qu'à défaut, la mise en œuvre des obligations ne sera pas exigée.<sup>6</sup>

L'agriculture et les accords cadres de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, ainsi que la section du texte du juillet sur le développement reconnaissent la question de l'érosion des préférence et cherchent la traiter dans les négociations. L'érosion des préférences pose des défis de développement complexes pour plusieurs pays en développement. En outre, pour nombre de ces pays, notamment les 'nouveaux entrants', le défi plus grand de l'accès aux marchés reste celui de la prise en compte de leurs contraintes en termes de capacités pour ce qui est des capacités institutionnelles, productives et en matière d'exportation. Une gamme de mesures est nécessaire pour aider ces pays à gérer leurs stratégies d'ajustement et de diversification. Ces mesures pourraient comprendre le financement par les Institutions de Bretton Woods, sans faire peser sur ces pays un endettement plus insoutenable. Un financement additionnel pour les stratégies de l'offre et la diversification peut être nécessaire. Il faut trouver de nouveaux moyens créatifs de collecter ces fonds supplémentaires. L'initiative récente menée par le ministre des Finances britannique concernant la création d'une Facilité financière internationale pour collecter 50 milliards de dollars US en vue de financer les Objectifs du Millénaire pour le développement, notamment le renforcement des capacités en matière de politique commerciale, mérite d'être poursuivie.<sup>7</sup>

Dans l'application de ces stratégies, l'OMC devrait pleinement mettre en œuvre le concept de cohérence de la prise de décision multilatérale, c'est-à-dire que les décisions prises à l'OMC devraient être coordonnées avec les autres institutions de Bretton Woods et vice versa. Il faudrait pour ce faire que l'OMC établisse des relations formelles avec les institutions qui ont des compétence dans le renforcement des capacités en matière d'offre en direction des pays qui en ont le plus besoin. Il faudrait examiner sérieusement une proposition récente émanant de certains Membres de l'OMC (le Groupe africain) et d'observateurs des milieux universitaires<sup>8</sup> concernant la création d'un 'mécanisme de surveillance' qui évaluerait les contraintes en termes de capacités de certains de ces pays en développement et recommanderait à la fois des stratégies plus cohérentes avec d'autres agences de développement et une flexibilité temporaire par rapport aux règles et obligations de l'OMC.

### **Règles équilibrées**

La Déclaration de Doha reconnaissait que nombre des règles héritées du Cycle d'Uruguay (concernant, par exemple, les droits

(suite à la page 18)

<sup>6</sup> Annexe D, para. 4, 5 et 6.

<sup>7</sup> Discours de Gordon Brown à la Conférence : Making Globalisation Work for All, le 16 février 2004, et lors du Séminaire intitulé Poverty and Globalisation : Financing for Development au Vatican, le 9 juillet 2004.

<sup>8</sup> Susan Prowse. *The Role of International and National Agencies in Trade-related Capacity-building*. World Economy 25 (9) : 1235-1261.2002.

<sup>5</sup> WTO WT/L/579, 1b, annexe A 4 et 5.2, 2 août 2004.

## Facilitation des échanges : Qu'y a-t-il en réserve pour les pays en développement ?

par Bipul CHATTERJEE\*

Entre 1992 et 2002, les échanges globaux de biens et services ont enregistré une hausse, passant de 5 mille milliards à 8 mille milliards de dollars. Dans le même temps, les obstacles non tarifaires ont augmenté au même rythme. C'est dans ce contexte que l'on doit analyser les implications des prochaines négociations de l'OMC sur la facilitation des échanges pour les pays en développement.

Selon l'OMC, la facilitation des échanges signifie « la simplification et l'harmonisation des procédures commerciales internationales ». Ces procédures sont « les activités, les pratiques et les formalités impliquées dans la collecte, la présentation, la communication et le traitement des données requises pour le mouvement des marchandises dans le commerce international ».

La facilitation des échanges est apparu pour la première fois dans l'agenda du commerce multilatéral lors de la Conférence ministérielle de Singapour, qui avait chargé le Conseil du commerce des marchandises de l'OMC « d'entreprendre des travaux exploratoires et analytiques ... sur la simplification des procédures commerciales, afin d'évaluer la portée des règles de l'OMC dans ce domaine. » Durant le processus exploratoire, de nombreux pays ont appelé vivement à un ensemble de règles contraignantes, alors que d'autres exprimaient des préoccupations concernant les capacités de mise en œuvre (des obligations contraignantes).

Après de longues discussions au Conseil du commerce des marchandises, les membres de l'OMC ont convenu, à Doha, de réexaminer, de clarifier et d'améliorer les dispositions pertinentes du GATT et d'identifier les besoins et les priorités des Membres en matière de facilitation des échanges, en particulier des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA).<sup>1</sup>

Enfin, en juillet 2004, les Membres de l'OMC ont convenu de développer des modalités pour les négociations sur la facilitation des échanges. L'annexe D de l'Accord cadre énonce : « Les négociations viseront à clarifier et à améliorer les aspects pertinents des articles V, VIII et X du GATT de 1994, en vue d'accélérer encore le mouvement, la mainlevée et le dédouanement des marchandises, y compris les marchandises en transit. »

Du point de vue des pays en développement et des PMA, deux questions ressortent dans l'accord cadre sur la facilitation des échanges. En premier lieu, il reconnaît que le principe de traitement spécial et différencié devrait aller au-delà de l'octroi de périodes de mise en œuvre plus longues pour la mise en œuvre des engagements. « En particulier, l'étendue des engagements et le

moment auquel ils seront contractés seront liés aux capacités de mise en œuvre des Membres en développement et des Membres les moins avancés. Il est convenu en outre que ces Membres ne seraient pas obligés d'entreprendre des investissements dans des projets d'infrastructure dépassant leurs moyens. »

En second lieu, pour la première fois dans l'histoire des négociations GATT/OMC, il est fait mention explicite des implications en matière de coûts. « Les Membres chercheront à identifier leurs besoins et priorités en matière de facilitation des échanges, en particulier ceux des pays en développement et des pays les moins avancés, et traiteront également les préoccupations des pays en développement et des pays les moins avancés relatives aux conséquences des mesures proposées du point de vue des coûts ».

### Implications

En règle générale, un accord multilatéral sur la facilitation des échanges semble avantageux pour tous les Membres. L'hypothèse sous-jacente est qu'il réduira les coûts de transaction et rehaussera la collecte de recettes. Par exemple, après l'introduction du système de déclaration électronique pour les négociants, Singapour a réalisé des économies estimées à un pour cent du produit intérieur brut, et l'on s'attend à ce que ses coûts soient couverts en trois ans. Après avoir dépensé 38,5 millions de dollars sur un programme de réforme de la douane, la Bolivie a constaté une hausse de 25% de la collecte de recettes - en termes d'efficacité, c'est-à-dire après avoir pris en compte la réduction tarifaire). Toutefois, l'expérience des Philippines a été différente : son nouveau système de facilitation des échanges aurait mené à une hausse de 2% de la collecte de recettes, mais le coût d'entretien du système a déclenché une crise budgétaire immédiate et l'arrêt du financement du système.<sup>2</sup>

Il est tout à fait évident que compte tenu de la nature interne des aspects de la mise en œuvre de la facilitation des échanges, ainsi que des questions systémiques et de gouvernance concomitantes, les expériences pays vont obligatoirement différer. Cette nature est évidente à partir des dispositions du GATT qui traitent de la transparence, de l'information du public, des formalités associées à l'importation et à l'exportation, et aux marchandises en transit. Les principaux indicateurs de la facilitation des échanges sont : la logistique portuaire, les procédures douanières, l'harmonisation des normes, la mobilité de l'activité, l'information sur les échanges, et les facilités du commerce électroniques, et enfin la transparence administrative et le professionnalisme.<sup>3</sup>

(suite à la page 20)

\* Bipul Chatterjee est directeur du CUTS - Centre for International Trade, Economics & Environment - à Jaipur, en Inde.

<sup>1</sup> Pour une analyse des articles V, VVV et X, les propositions des Membres de l'OMC et leurs incidences pour l'Inde, voir Taneja, Nisha : *Trade Facilitation : Issues and Concerns*, Economic & Political Weekly, 10 janvier 2004.

<sup>2</sup> Données tirées de Malhotra, Kamal (ed) : *Making Global Trade Work for People*, PNUD 2003.

<sup>3</sup> Pour une description de ces indicateurs et des besoins en matières de ressources, voir Roy, Jayanta : *Trade Facilitation : An Urgent Issue*, The Economic Times, New Delhi, 24 juin 2004.

## Accord de libre-échange USA-SACU : pourquoi le blocage ?

par Tenu AVAFIA\*

Selon toute vraisemblance, les négociations sur l'Accord de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Union douanière de l'Afrique australe ne respecteront pas le délai du décembre 2004. Les questions relatives aux droits de propriété intellectuelle, aux services et à l'investissement sont les principales causes de ce retard.

Constituée de l'Afrique du sud, du Botswana, du Lesotho, de la Namibie et du Swaziland, l'Union douanière de l'Afrique australe (Southern Africa Customs Union – SACU) est la plus ancienne union douanière au monde.<sup>1</sup> Sa sphère d'application reste limitée aux marchandises et tous les droits collectés dans la zone douanière commune sont versés à une caisse de recettes commune. Les recettes sont réparties entre les Membres selon une formule de partage des recettes.<sup>2</sup> Le marché de la SACU est un marché mineur, mais symboliquement important pour les Etats-Unis, les exportations clés dans la région de la SACU étant des machines, des véhicules, des aéronefs, des instruments médicaux, des plastiques, des produits chimiques, des céréales, des produits pharmaceutiques, du bois et des produits papier. Les échanges totaux dans les deux sens entre les Etats-Unis et les pays de la SACU s'élevaient approximativement à 7,3 milliards de dollars en 2002.<sup>3</sup> Les Etats de la SACU sont bénéficiaires de l'Africa Growth and Opportunities Act (AGOA) et sont les plus grands fournisseurs des Etats-Unis pour les produits AGOA non carburants.<sup>4</sup>

### La prolifération d'accords de libre-échange et la SACU

La SACU ne fait pas exception à la prolifération de négociations bilatérales au cours des dernières années. Les Etats-Unis ont conclu plus de 30 accords de libre-échange bilatéraux avec un certain nombre de pays, dont Singapour, le Chili, l'Australie, Israël, Taiwan, la Corée du sud, la Jordanie, le Maroc et Bahreïn. Ces accords sont complétés par un certain nombre d'arrangements de libre-échange régionaux, notamment l'Accord de libre-échange de l'Amérique centrale (CAFTA)<sup>5</sup> récemment conclu. Il est largement accepté que les accords de libre-échange avec le Maroc et la SACU serviraient de modèle pour des accords de libre-échange avec d'autres Etats africains.

\* Tenu AVAFIA est chercheur au Trade Law Centre of Southern Africa (TRALAC). L'auteur souhaite remercier Hilton Zunckel do TRALAC pour ses commentaires.

<sup>1</sup> Le prédécesseur de la SACU avait été créé en 1889 et la SACU a été formellement établie en 1910. Un Accord SACU de 1996 a été remplacé par un Accord de 2002, entré en vigueur le 15 juillet 2004.

<sup>2</sup> Cf. <http://www.dfa.gov.za/foreign/Multilateral/africa/sacu.htm>

<sup>3</sup> Cf site web USTR à : [http://www.ustr.gov/Document\\_Library/Fact\\_Sheet/2003/Free\\_Trade\\_with\\_Southern\\_Africa\\_Building\\_on\\_the\\_Success\\_of\\_AGOA.html](http://www.ustr.gov/Document_Library/Fact_Sheet/2003/Free_Trade_with_Southern_Africa_Building_on_the_Success_of_AGOA.html)

<sup>4</sup> Voir the Southern Africa Global Competitiveness Hub, disponible à : [http://www.satradehub.org/TradeOpportunities/TradeAgreements/SACU\\_FTA.aspx?NavBarMenu2B=Item10](http://www.satradehub.org/TradeOpportunities/TradeAgreements/SACU_FTA.aspx?NavBarMenu2B=Item10)

<sup>5</sup> US Trade Strategy after Cancun : Prospects and Implications for the SACU-US FTA, Peter Draper et Mills Soko, février 2004, disponible à : <http://www.wits.ac.za/saiaa/online.htm>

Dans une lettre adressée au sénateur Byrd, en novembre 2002, le représentant américain au commerce extérieur, Robert Zoellick, indiquait que les négociations en vue d'un accord de libre-échange SACU/Etats-Unis découlerait de l'intention exprimée dans l'AGOA de lancer des négociations avec les pays bénéficiaires intéressés pour servir de catalyseur à la croissance des échanges entre les Etats-Unis et l'Afrique subsaharienne. La lettre inscrivait une gamme de sujets ambitieux sur l'agenda de négociation.

En plus des biens et services, les sujets comprenaient l'agriculture, les règles d'origine, la propriété intellectuelle, l'investissement, la passation des marchés publics, la passation des marchés publics, les mesures commerciales correctives, les normes du travail, les normes environnementales et le règlement des différends. Cette longue liste comprend de nombreuses questions commerciales ayant une histoire incertaine dans le domaine des accords commerciaux internationaux antérieurs impliquant les pays de la SACU. Les critiques ont perçu la date limite ambitieuse comme une confirmation du fait que l'objectif principal du gouvernement américain était de conclure avec la SACU un accord de libre-échange comparable à l'Accord commerce, développement et coopération, passé en 1999 entre l'UE et l'Afrique du sud.

### Statut des négociations et domaines de divergence

En juin 2003, le premier cycle de négociations – sous l'égide de Xavier Carim pour la SACU et Florizelle Liser pour les Etats-Unis – ont fixé la date limite de décembre 2004 très ambitieuse pour la conclusion des négociations. Après des rapports initiaux signalant un bon état d'avancement, il y a eu, au cours du sixième round des négociations début mai 2004, des comptes-rendus selon lesquels les parties étaient plus divergentes que les observateurs ne l'avaient réalisé et que les discussions bloquaient sur la nécessité d'adopter un processus 'rapide' pour achever les négociations à temps.<sup>6</sup> Après l'annulation de deux rounds, plus tard dans l'année, les négociations semblaient en difficulté. Carim, fin septembre 2004, concédait qu'il y avait toujours de grandes divergences entre les deux parties sur un certain nombre de questions mais exprimait l'espoir que les deux parties saisiraient cette opportunité pour clarifier leurs mandats avant la réunion pour « continuer à faire avancer le processus ». <sup>7</sup> Selon les dernières nouvelles, un round est actuellement projeté pour décembre 2004 à cette fin.

Les raisons du blocage des négociations semblent doubles : d'une part, il y a des difficultés de procédures entre les parties, les négociateurs de la SACU étaient désireux de signer un accord préliminaire sur les marchandises en laissant la porte ouverte à la conclusion d'un accord sur les sujets plus litigieux à un stade ultérieur,

(suite à la page 6)

<sup>6</sup> Voir Gary Yerkey, 'US begins latest round of free trade talks with SACU less hopeful about year-end deal', disponible à : [http://www.bilaterals.org/article.php3?id\\_article=510](http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=510)

<sup>7</sup> Article paru dans Business Day du 22 septembre 2004, disponible à : [http://bilaterals.org/article.php3?id\\_article=799](http://bilaterals.org/article.php3?id_article=799)

*Accord de libre-échange USA-SACU... (suite de la page 5)*

alors que les négociateurs américains insistent sur le fait que leur mandat ne prévoit pas une telle approche. Parmi les principaux domaines où les négociations ont rencontré des difficultés, il y a la propriété intellectuelle, l'investissement, les services et la passation des marchés publics.

### Propriété intellectuelle

Dans d'autres accords de libre-échange, les Etats-Unis ont été en mesure d'obtenir des concessions bilatérales qui vont bien au-delà des prescriptions de l'OMC et qui peuvent s'avérer contraires à la fois à la Déclaration de Doha sur les ADPIC et la santé

### Echanges de la SACU avec les Etats-Unis en 000 de dollars US

Pays	2000	2001	2002
Afrique du sud	7.033.203	7.251.893	6.682.143
Botswana	71.675	64.135	61.233
Lesotho	140.987	217.982	323.293
Namibie	120.639	287.179	111.041
Swaziland	60.318	72.474	125.504
<b>TOTAL</b>	<b>7.426.822</b>	<b>7.893.663</b>	<b>7.303.214</b>

Source : USITC

Sur la base des préoccupations soulevées durant les négociations de l'Accord de libre-échange,<sup>8</sup> certaines des dispositions les plus préjudiciables des ADPIC-plus qui peuvent se retrouver dans l'Accord de libre-échange Etats-Unis/SACU sont les suivantes :

- Une restriction sur les conditions dans lesquelles les licences obligatoires sur les brevets pharmaceutiques peuvent être accordées par des gouvernements particuliers de la SACU ;
- La prorogation de la période minimale de la protection par un brevet au-delà des 20 ans requis par les ADPIC, retardant ainsi l'introduction de médicaments génériques ;
- Une nouvelle responsabilité conférée aux autorités réglementaires sur les médicaments (dont la plupart ont des compétences limitées en matière de brevets) pour examiner le statut du brevet avant d'accorder l'autorisation de commercialisation aux producteurs de médicaments génériques ;
- L'interdiction faite aux autorités réglementaires de divulguer des données ayant trait aux tests pharmaceutiques, sur lesquels les fabricants de génériques s'appuient traditionnellement pour prouver l'efficacité et la sécurité de leurs produits ;
- La restriction potentielle des importations parallèles à des configuration géographiques limitées qui peuvent empêcher

publique et à la Décision du Conseil général de l'OMC du 30 août sur la suppression des obstacles à l'accès des pays les plus pauvres aux médicaments génériques. Les objectifs déclarés des Etats-Unis dans les négociations avec la SACU comprennent des normes similaires à celles contenues dans les dispositions intérieures américaines, ainsi que celles qui figurent dans les traités de l'OMPI sur la coopération en matière de brevets, les droits d'auteurs et les phonogrammes. Les Etats-Unis cherchent également à obtenir de la SACU l'engagement de renforcer des procédures nationales d'exécution des obligations telles que les mesures de compensation aux détenteurs de droit pour atteinte aux droits de propriété intellectuelle et de prévoir des sanctions pénales suffisantes pour décourager le piratage et la contrefaçon.

les pays de la SACU de s'approvisionner en génériques auprès du fournisseur mondial le meilleur marché.<sup>9</sup>

L'impasse concernant la propriété intellectuelle est certainement la question la plus immédiate, du fait que les pays de la SACU ont les taux de prévalence du VIH/sida les plus élevés au monde. Un autre impact potentiel de l'Accord de libre-échange ferait perdre au Lesotho la dérogation importante permettant aux PMA de ne pas se conformer aux dispositions des ADPIC jusqu'en 2016. L'Accord de libre-échange pourrait également saper d'autres développements qui ont abouti à une réduction des prix des médicaments essentiels, tels que la décision de la Commission sud-africaine sur la concurrence, qui a déterminé que deux compagnies pharmaceutiques fixaient des prix excessifs.<sup>10</sup>

(suite à la page 21)

<sup>8</sup> Evoquées dans un document de MSF, disponible à : [http://www.doctorswithoutborders.org/publications/reports/2003/FTAA\\_advocacy.pdf](http://www.doctorswithoutborders.org/publications/reports/2003/FTAA_advocacy.pdf).

<sup>9</sup> Pour une discussion avertie sur le sujet, voir Frederick Abbott, 'The Doha Declaration on the TRIPS Agreement and Public Health and the Contradictory Trend in Bilateral and Regional Free Trade Agreements', Document ponctuel 14, QUNO, disponible à : <http://www.geneva.unoq.info/pdf/OP14Abbottfinal.pdf>

<sup>10</sup> Les parties plaignantes, notamment Treatment Action Campaign (TAC) avaient porté plainte devant la Commission sur la concurrence, en septembre 2002, contre GSK et BI, pour avoir fixé des prix excessifs pour leurs antirétroviraux brevetés. Dans une décision d'octobre 2003, qui fait date, la Commission a déterminé que les deux firmes pharmaceutiques de marque étaient coupables de fixer des prix excessifs, de priver un concurrent un concurrent de l'accès à une structure essentielle et de se livrer à un acte d'exclusion. A terme, un règlement a été trouvé entre les deux firmes pharmaceutiques et les parties plaignantes.

# Opportunités et risques de la libéralisation du commerce des services en Tanzanie

par Josaphat KWEKA et George KABELWA\*

Avec un secteur des services sous développés, un cadre réglementaire inadéquat et une faible capacité pour des négociations commerciales, la Tanzanie est confrontée à la tâche écrasante de prendre des décisions de politique correctes afin de tirer profit de l'AGCS. Néanmoins, l'impact de l'ouverture des marchés sous l'égide de l'OMC sera amorti par le fait que la Tanzanie a déjà souscrit à une libéralisation des services unilatérale substantielle sous la bannière des réformes économiques.

Les services à eux seuls apportent la contribution la plus forte au produit intérieur brut (PIB), après l'agriculture.<sup>1</sup> Par exemple, entre 1988 et 2002, les services représentaient près de 40% du PIB, avec un taux de croissance de près de 4,3% par an. Les services viennent également au second rang, après l'agriculture, pour la création d'emplois, avec une part de près de 16% de l'emploi total. Toutefois, le secteur n'a pas enregistré une bonne performance dans le commerce international par rapport à l'exportation de marchandises et a n'attiré que 30% du stock d'investissement étranger direct (IED) en 1999-2002. Les exportations et les importations de services au cours de la dernière décennie ont contribué pour moins de 50% de la valeur totale des exportations et des importations. Le tourisme représente la part la plus large du PIB (16% durant la période 1988-2002) et la part la plus large du commerce international (part des importations et des exportations de 16,9% et 29,8% entre 1997 et 2003). Le secteur est également classé au second rang après les services publics en termes de contribution à l'emploi salarié (13,1% en 2001).

## Cadre réglementaire pour les services en Tanzanie

Le secteur des services tanzanien est caractérisé par un cadre réglementaire et institutionnel inadéquat et les réglementations déjà en vigueur doivent être restructurées davantage. Les secteurs eux-mêmes sont si sous développés qu'ils ne peuvent soutenir la concurrence dans l'économie mondiale. Ce n'est qu'à la fin des années 80 que la gestion économique a été orientée vers l'économie tirée par le secteur privé et quelques années plus tard, il a été reconnu qu'il fallait développer la capacité de réglementer le marché car de nombreux acteurs intervenaient à présent dans la gestion économique d'une économie libéralisée. La plupart de ces institutions réglementaires ont été créées dans les années 90.

\* Josaphat Kweka et George Kabelwa sont chercheurs à ESRF (Economic and Social Research Foundation), Dar es Salam, Tanzanie. Les auteurs ont fondé cet article sur une étude pays qu'ils avaient préparée pour l'ICTSD sur Opportunities and Risks of Liberalising Trade in Services (Opportunités et risques de la libéralisation du commerce des services).

<sup>1</sup> La Tanzanie est un pays moins avancé (PMA), avec une population de 34,5 millions de personnes et un PIB par tête d'habitant de 270 dollars US en 2002. Son économie dépend de manière substantielle de l'agriculture, en particulier pour les cultures d'exportation traditionnelles (café, coton, tabac, noix de cajou, thé et sisal).

## Le processus de négociation de la présentation de demandes et d'offres

Les principaux participants aux négociations de l'AGCS en Tanzanie sont de petits pans des secteurs public et privé. Seuls quelques ministères, agences gouvernementales et organisations privées participent aux négociations en raison du travail qu'ils effectuent. En conséquence, une grande partie des secteurs public et privé ne sont toujours pas conscients des négociations sur l'AGCS. Le problème est aggravé par le fait que la perception de l'Accord sur l'AGCS est très faible au sein des secteurs tant public que privé. La mise en œuvre effective des engagements souscrits par la Tanzanie aux fins de l'AGCS continue d'être entravée par une connaissance insuffisante des questions de politique commerciale, en particulier de la part du secteur privé, ainsi que par un manque de compétences analytique et en matière de négociation, d'expertise juridique, de préoccupations stratégiques et de ressources financières.

La Tanzanie n'a jusqu'ici présenté aucune offre qui élargirait ses engagements aux fins de l'AGCS au-delà du secteur du tourisme. Toutefois, le pays est en train de préparer ces offres. Parmi les demandes reçues par la Tanzanie – mais auxquelles elle n'a pas encore répondu – figurent celles de la Commission européenne (UE), de l'Australie, de la Chine et du Japon. La demande de l'UE est la plus exhaustive en terme de secteur visé ; elle couvre les services professionnels, les services des affaires, le transport, les télécommunications, les services financiers, les services environnementaux, le tourisme et le mouvement des personnes physiques. La demande japonaise couvre les services professionnels, la construction et les d'ingénierie qui y sont liées, les services de transport et les questions horizontales (acquisition de la terre et des services de fourniture d'infrastructures). L'Australie et la Chine ont chacune présenté une proposition portant sur un secteur unique dans les services professionnels et les services d'ingénierie respectivement.

## Stratégie de négociation de la Tanzanie

La stratégie de négociation de la Tanzanie repose sur : (i) le recours à son agenda de développement national ; (ii) le recours à des espaces de politique de développement tels que prévus par les modalités pour les PMA dans les négociations sur l'AGCS<sup>2</sup> ; (iii) la force d'un secteur des services particulier en termes de performance dans les échanges internationaux ; (iv) un responsable identifié par le gouvernement et des secteurs prioritaires pour l'investissement étranger ; et (v) l'établissement de partenariats avec d'autres pays en développement.

(suite à la page 8)

<sup>2</sup> Modalities for the Special Treatment for Least-developed Country Members in the Negotiations on Trade in Services, adoptées le 3 septembre 2003 par la Session spéciale du Conseil du commerce des services.

*Opportunités et risques de la libéralisation ... (suite de la page 7)*

L'agenda de développement national met en évidence les priorités du pays et est défini dans plusieurs documents de politique, notamment la Stratégie nationale de réduction de la pauvreté, qui énonce les objectifs pour les efforts d'éradication de la pauvreté jusqu'en 2010 ; Vision 2005, qui est la vision nationale à long terme des objectifs économiques et sociaux ; la Stratégie d'assistance de la Tanzanie, qui fournit le cadre pour l'amélioration de la coordination de l'aide et le renforcement de l'appropriation des processus de développement ; et le Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) – une stratégie à moyen terme de réduction de la pauvreté développés dans le contexte de l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés. De plus, la Tanzanie s'est engagée vis-à-vis des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Concernant le recours aux espaces de politique de développement fournis par les modalités en faveur des PMA, il faudrait reconnaître que le secteur des services de la Tanzanie en est toujours à ses débuts. Les contraintes rencontrées par l'industrie sont nombreuses, notamment des infrastructures inadéquates, le faible niveau de développement des ressources humaines, le mauvais état de la technologie (et l'incapacité à la moderniser) et le manque de capitaux en raison de l'immaturité du secteur financier. En raison de ces contraintes, le secteur privé est trop faible pour relever les défis de la libéralisation et de la mondialisation. Ainsi, la stratégie générale pour le développement du secteur des services est plutôt axée sur la protection.

Parmi les stratégies qui peuvent mettre à profit les modalités en faveur des PMA il y a l'imposition de restrictions aux fournisseurs de services étrangers afin de donner au gouvernement le temps de mettre en œuvre les mesures de réforme nécessaires. Ces mesures comprennent des efforts visant à permettre une participation accrue du secteur privé local, l'engagement de moins de secteurs, le recours à l'agenda de développement national et la mise en place, pour les hommes d'affaires locaux, de la participation horizontale au capital dans l'investissement étranger direct. En outre, le gouvernement recherche un appui financier pour développer la capacité en matière de ressources humaines ainsi que des programmes de promotion des exportations.

Le gouvernement se fixe comme autre priorité d'attirer l'IED stratégique afin de tirer profit de la formation, de l'acquisition de la technologie et de l'emploi. Le gouvernement a également participé activement à l'intégration régionale dans la SADC (Southern African Development Community) et l'EAC (East African Cooperation). Une des préoccupations clés de la Tanzanie, comme pour de nombreux autres PMA, est de rechercher une reconnaissance mutuelle des qualifications et des certificats afin de faciliter le mouvement des personnes physiques (mode 4 des catégories de services de l'AGCS). La Tanzanie a également recherché des crédits pour la libéralisation autonome de certains secteurs (par exemple, les services financiers) et un soutien technique pour identifier les obstacles et les opportunités pour la libéralisation de commerce des services.

En dépit de la nature protectrice de la stratégie de négociation, la Tanzanie pourrait tirer profit de l'adoption d'engagements AGCS supplémentaires dans plusieurs secteurs. Nous avons classé ceux-ci en fonction de leur potentiel :

- Premier rang : services professionnels (juridiques et le tourisme ;
- Second rang : transport routier, transport aérien et services financiers ;
- Troisième rang : construction et télécommunications ;
- Quatrième rang : transport maritime et services environnementaux ; et
- Cinquième rang : marchés de capitaux et valeurs.

**Incidences du commerce des services en matière de développement durable**

Des entretiens avec des entreprises locales ont révélé que le secteur des télécommunications avait une incidence potentielle élevée sur le développement durable, en partant de critères de création d'emploi, de transfert de technologie et d'efficacité économique. Toutefois, il est nécessaire de prendre en compte des problèmes d'infrastructures tels que les services publics et les routes afin que le commerce dans d'autres secteurs tels que le transport et le tourisme, puisse remplir son potentiel et contribuer au développement durable.

**Coopération au développement et secteur des services**

L'appui des bailleurs pour faciliter les processus de négociation sur les services revêt une importance significative. Actuellement, seul le Programme conjoint d'assistance technique intégrée, financé par la CNUCED et l'OMC, a été impliqué dans la constitution de capacité dans les négociations commerciales, alors que la Banque mondiale et les FMI se sont concentrés sur l'amélioration du cadre institutionnel nécessaire. Toutefois, la coordination de ces efforts a été moins efficace dans l'identification des politiques stratégiques clés qui garantiraient des avantages accrus de la libéralisation des services et des négociations dans le commerce des services.

Le soutien des bailleurs en vue du développement du cadre institutionnel pour les services a également une importance significative. La Tanzanie a particulièrement besoin d'assistance pour renforcer les réformes institutionnelles et la bonne gouvernance. Le soutien des bailleurs dans ces domaines a été substantiel. A mesure que la libéralisation progresse, il faudra de nouvelles réglementations pour prendre en compte les préoccupations en matière de politique publique et pour réformer les institutions réglementaires dans des secteurs particuliers. La Tanzanie a également bénéficié du soutien considérable des bailleurs pour constituer sa capacité en vue des négociations commerciales. Le soutien a été orienté essentiellement vers les secteurs prioritaires identifiés dans les DSRP.<sup>3</sup> Toutefois, le soutien financier pour les services de fourniture d'infrastructures reste limité.

Il y a, pour la Tanzanie, un avantage clair à tirer profit des initiatives d'intégration régionale pour développer le secteur des ser-

*(suite à la page 21)*

<sup>3</sup> Il faudrait noter que l'approche de la Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) a évolué en passant d'une orientation vers les secteurs dans la première SRP à une orientation vers les résultats dans la seconde. Reconnaissant l'importance de la croissance dans la réduction de la pauvreté, la seconde SRP se concentre sur les objectifs de création d'emplois, de développement du secteur privé et de performance commerciale. Par contre, la première SRP accordait la priorité à la fourniture de services dans le secteur social (en particulier la santé et l'éducation).



## Négociations sur l'agriculture : les Membres doivent convenir de «pré-modalités » d'ici août 2005

Les délégués ont, le 17 décembre, conclu leur dernière « semaine de l'agriculture » de l'année, avec un appel du président Groser à convenir de « pré-modalités » d'ici mi 2005, pour que les Membres arrivent à un accord lors de la sixième conférence ministérielle de l'OMC à Hongkong, en décembre. La semaine de l'agriculture était la troisième série de discussions sur l'agriculture depuis l'Ensemble de résultats de juillet et a démarré par des discussions informelles du 13 au 15 décembre (Voir BRIDGES Weekly, 15 décembre 2004, <http://www.ictsd.org/weekly/04-12-15/story6.htm>). Parmi les questions débattues durant la semaine figuraient la formule de réduction tarifaire et un document présenté par le G-33 (« amis des produits spéciaux ») sur le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) en faveur des pays en développement.

### Groser met en évidence les progrès, le processus

Lors de la réunion formelle de la session spéciale (de négociation) du Comité de l'agriculture qui, le 17 décembre, concluait les négociations de la semaine, le président Groser a résumé les discussions et donné quelques indications sur ce qui était nécessaire pour faire avancer le processus. Selon Groser, des travaux techniques significatifs ont certes eu lieu depuis juillet, mais il en fallait davantage. Pour se concentrer sur le processus et réaliser des résultats tangibles, il a proposé que les Membres produisent une « première approximation » ou esquisse des modalités (formules pour les négociations) avant l'interruption annuelle de l'OMC de juillet 2005. Ceci serait ensuite intégré dans un accord sur les modalités effectives, devant être convenues lors de la sixième Conférence ministérielle de l'OMC de décembre, à Hongkong. Le calendrier proposé par l'UE, le Japon et le G-20 (qui comprend le Brésil, l'Inde et la Chine) serait ainsi respecté. Invitant vivement les Membres à éviter la rhétorique politique à ce stade, Groser a observé : « Derrière toute question technique se trouve une question politique, mais à la base de toute question politique se trouvent des questions techniques que nos ministres ne peuvent vraiment pas être tenus de résoudre. »

Les négociations durant la semaine de l'agriculture se sont déroulées dans trois configurations différentes : une session de négociation informelle ouverte à l'ensemble des Membres qui a permis la formulation de déclarations générales sur les questions à l'examen ; des consultations techniques plus concentrées, à participation non limitée, qui ont examiné les questions de manière plus approfondie ; et des consultations en groupes restreints impliquant des experts techniques. Groser a spécifié que cette configuration cherchait à répondre aux objectifs divergents de la transparence et de l'efficacité. Exprimant leurs réactions, un certain nombre de membres ont appuyé le processus. Des Membres ont appelé à davantage de transparence, en suggérant que certaines des discussions techniques des groupes restreints soient projetées en vidéo dans une autre pièce pour que les autres délégués les entendent et en tirent des leçons ou que des rapports écrits des réunions soient fournis.

### Pas de progrès sur la formule de réduction tarifaire

Lors des discussions informelles menant au 17 décembre, les Membres ont débattu - pour la première fois depuis l'Ensemble de résultats de juillet - de questions liées à la formule de réduction tarifaire. Les délégués seraient restés sur leurs anciennes positions, des pays tels que les Etats-Unis et les Membres du G-20 appuyant la formule d'harmonisation « suisse » (qui verrait des réductions plus fortes dans les tarifs élevés), et l'UE et le groupe du G-10 de pays développés importateurs de produits agricoles étant en faveur de la formule « Cycle d'Uruguay », qui fixe une réduction tarifaire moyenne avec une réduction minimale par ligne tarifaire. Dans l'Ensemble de juillet, les Membres convenaient de s'appuyer sur une approche « groupée » ou « étagée » qui classe les droits de douane en différents groupes pour la réduction à partir des taux consolidés, les droits élevés étant réduits davantage que les droits plus faibles. En outre, avec l'appui des Etats-Unis, le G-20 a mis l'accent sur le fait que les droits de douane non ad-valorem (les droits fondés sur des facteurs autres que le prix, par exemple le volume) doivent être convertis en équivalents ad-valorem (droits fondés sur les prix à avant que la formule finale ne puisse être convenue. L'UE et le G-10 ont fait part de leur désaccord, en faisant valoir que ceci ralentirait considérablement le processus.

### Le G-33 présente les Produits spéciaux

Au début de la semaine de l'agriculture, le G-33 a présenté une communication sur le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) qui fournira aux pays en développement une protection contre les brusques poussées des importations. La communication note que les dispositions de sauvegarde existantes n'ont pas été adéquates « pour prendre en compte les préoccupations des pays en développement Membres liées à la stabilisation des marchés nationaux et au contournement des hausses soudaines des importations qui menacent de perturber la production intérieure et l'emploi. » Le MSS doit donc être une amélioration par rapport aux sauvegardes existantes. La présentation met également en évidence les expériences des pays en développement Membres par rapport aux sauvegardes existantes, en notant que ces pays manquent souvent de capacité pour suivre les procédures rigoureuses et que dans une situation où la plupart des agriculteurs font de la culture de subsistance, il est difficile d'établir le lien de cause à effet nécessaire entre les importations et le préjudice. La communication a également noté d'autres contraintes inhérentes aux mécanismes de sauvegarde existants.

La communication propose donc de « s'appuyer sur les flexibilités ancrées dans les dispositions de sauvegarde existantes, plutôt que de les retirer. » Elle fournit les paramètres généraux suivants pour les négociations sur les modalités pour le MSS : la mesure de sauvegarde devrait être automatiquement déclenchée ; elle devrait être disponible pour tous les produits agricoles ; il faudrait envisager des sauvegardes déclenchées à la fois par le prix et par le volume ; les droits additionnels comme les restrictions quanti-

(suite à la page 21)

## Conseil Général : les Membres font le point sur l'année écoulée et manifestent leurs attentes pour 2005

Le Conseil Général a tenu sa dernière réunion de l'année le 13 décembre dernier et a procédé à l'évaluation des progrès réalisés durant l'année 2004. Il a en outre adopté la demande d'adhésion de l'Irak et de l'Afghanistan, fortement soutenus par les Etats-Unis, tout en rejetant, encore une fois, la demande d'accession formulée par l'Iran.

### **L'Iran victime de la politique sécuritaire des Etats-Unis ?**

La porte de l'OMC reste donc fermée pour l'Iran qui cherche à rejoindre l'organisation commerciale multilatérale sans succès depuis quelques années. Les Etats-Unis se sont toujours opposés à une telle éventualité, avançant l'argument que le régime politique en vigueur en Iran est peu favorable au libéralisme et à la démocratie. Ces arguments entrent dans le cadre des sanctions économiques prises par Washington à l'encontre du gouvernement iranien soupçonné de développer des armes nucléaires et de soutenir le terrorisme.

Certains pays membres, dont la Chine ont pourtant essayé de soutenir la demande iranienne en accusant les Etats-Unis de faire passer des considérations politiques et stratégiques avant les règles du commerce mondial. Déjà à la première réunion de l'année du CG en février 2004, ([http://www.ictsd.org/pass\\_synthese/04-02/story1.htm](http://www.ictsd.org/pass_synthese/04-02/story1.htm)), l'Iran, qui théoriquement a rempli tous les critères pour commencer les négociations en vue de son accession, avait encore une fois été victime des réticences des Etats-Unis. L'Union européenne, appuyée par la Chine, Cuba, la Malaisie, l'Inde, le Pakistan, le Venezuela, l'Indonésie, la Suisse, Haïti et la Nouvelle Zélande s'étaient d'ailleurs démarquée des positions américaines, faisant observer que l'Iran a rempli toutes les conditions techniques pour entamer les pourparlers avec l'OMC.

Alors que le ministre irakien du commerce, Mohammed Al-Jibouri, se réjouissait des avantages économiques et sociaux que la ré-intégration de l'Irak dans le système commercial multilatéral allait avoir pour son pays, d'autres membres ont, selon des sources, exprimé leurs préoccupations quant à la capacité de l'Irak et de l'Afghanistan de tirer réellement profit des disciplines et règles de l'OMC eu égard à leur situation politique plus que précaire.

### **D'autres affaires importantes passées en revue**

La Chine a soumis son examen transitionnel au CG et les Membres ont aussi adopté les rapports annuels de plusieurs organes de OMC dont l'ORD, le Comité du commerce et du développement et le Conseil Général.

Le Bénin et le Burkina, deux pays d'Afrique de l'ouest très concernés par le dossier coton à l'OMC, ont remercié Directeur général, Supachai Panitchpakdi, pour son rapport (WT/GC/83, disponible en ligne à <http://docsonline.wto.org>) sur les aspects de l'assistance au développement dans l'accord-cadre de juillet.

L'Ouganda a saisi cet occasion pour rappeler aux Membres qu'il est lui aussi concerné par les problèmes relatifs au commerce coton.

En tant que président du Comité des Négociations Commerciales (CNC), Supachai a fait un rapport au CG sur le travail effectué dans cet organe. Tous les organes de négociations établis dans le cadre du programme de Doha soumettent un rapport au CNC. La Suisse a salué le travail effectué dans les pourparlers relatifs aux indications géographiques tandis que le Nigeria a exprimé ses préoccupations et fait part de son souhait de voir le processus devenir plus transparent et plus participatif au cours de l'année à venir pour mieux prendre en compte les préoccupations de développement.

Parlant au nom des PMA, la Zambie a demandé l'aide des pays développés et en développement en faveur de cette catégorie de Membres. Reliant ses commentaires avec les débats en cours à l'OMC sur la question de la facilitation des échanges, la Zambie a fait savoir que l'accès aux marchés seul ne pourrait suffire à cerner les problèmes que rencontrent les PMA. Il convient en plus, selon elle, d'aborder les contraintes internes qui entravent leurs efforts.

Le Honduras et le Guatemala ont exprimé leur souhait de se voir dédommager à cause des nouvelles contraintes auxquelles ils font face et qui sont engendrées par l'élargissement de l'UE qui est passée de 15 à 25 membres en mai 2004. Aux termes du GATT de 1994, un pays est fondé à demander des compensations lorsqu'il s'estime lésé par l'entrée en vigueur d'une nouvelle union douanière. Alors que ces pays demandent l'ouverture de consultations pour clarifier ce problème, l'UE quant à elle n'en voit pas la nécessité, arguant qu'il s'agit là d'un problème pouvant être abordé dans le cadre bilatéral. Le président a promis de poursuivre la réflexion sur ce dossier.

A quelques jours d'une nouvelle année de négociations, les Membres envisagent les consultations en vue du remplacement de quelque 37 présidents d'organes de l'OMC. Le secrétariat de l'OMC a mis en circulation une liste de pays ayant dirigé des organes ces quatre dernières années et voudrait veiller à ce que les postes soient distribués équitablement entre tous les Membres.

Le Directeur général a aussi saisi les Membres, par écrit, au sujet du 10ème anniversaire de l'OMC qui devrait être fêté en janvier 2005. Il a ainsi informé les membres que le rapport Sutherland, du nom de l'ex-président du GATT/OMC, qui l'a rédigé en collaboration avec Jagdish Bhagwati de l'université Columbia, sera distribué à la mi-janvier 2005. Le rapport devrait couvrir des sujets tels que les procédures de prise de décision au sein de l'OMC, la transparence interne et externe de l'OMC, ainsi que la position des pays en développement dans le système commercial multilatéral.

La prochaine réunion du CG est prévue les 15 et 16 février 2005. Le CG se réunira cependant le 26 janvier pour discuter du recrutement du prochain Directeur général de l'OMC. Les candidats devraient faire leur présentation lors de cette réunion.

## Le Comité des Négociations Commerciales (CNC) enregistre les rapports des présidents et se projette sur 2005

Au cours de sa session du 9 Décembre dernier, le Président du Comité des Négociations Commerciales (CNC) a déclaré qu'il projetait de lancer des consultations dès le début de l'année prochaine pour emmener les Membres à une « réflexion collective » sur les objectifs communs de 2005.

En dépit des craintes que les négociations pourraient être bloquées par les périodes de transition ou d'incertitudes politiques aux Etats Unis et au niveau de l'UE, le Directeur Général de l'OMC, Supachai, a indiqué que «les événements politiques récents chez quelques Membres ne semblent pas avoir mené à une période de rupture ou de transition». Et d'ajouter que le représentant américain au commerce Robert Zoellick était maintenu à son poste et que le tout nouveau commissaire européen au commerce, Peter Mandelson, continue d'affirmer que son objectif prioritaire est de conclure le Cycle de Doha.

### Les Rapports des Présidents déposés

Les Présidents des Comités sur l'Accès aux Marchés pour les produits non agricoles (AMNA), de l'agriculture, des services, de la facilitation des échanges et du Comité du Commerce et du Développement ont rendu compte au CNC de l'état d'avancement - de non avancement dans la plupart des cas - des négociations sur ces différents points depuis le mois d'Octobre dernier.

Le Président du Comité AMNA, l'Ambassadeur Stefan Johannesson d'Islande a signalé que bien que les Membres aient exprimé leurs positions, il n'y a pas eu d'avancées significatives. Il a invité les Membres à plus de pragmatisme en passant des interminables exercices de clarification à l'étude de questions plus substantielles, pour donner plus de sens à la négociation.

Le Brésil a noté que les Membres sont en désaccord sur certains aspects centraux des discussions. Trinité-et-Tobago, parlant au nom des pays ACP, a souligné que les négociations sur AMNA doivent favoriser l'éclosion d'instruments et d'espaces politiques en vue d'aboutir à des dispositions visant l'élargissement de la base et des capacités industrielles encore étroites des pays ACP. Le tout dans l'objectif de sauvegarder le processus de développement. Pour sa part, l'Ambassadeur Tim Groser de la Nouvelle Zélande, Président de la session spéciale du Comité de l'agriculture a insisté sur le fait que bien que les négociations aient tiré bénéfice d'une haute attention politique, aucun progrès significatif n'avait été noté devant la complexité des questions techniques en question. Dans son rapport au CNC, il a noté qu'il y aurait cinq «semaines d'agriculture» entre février et juillet 2005 qui seront précédées de séries de consultations informelles.

L'Ambassadeur Alejandro Jara du Chili, Président la session spéciale du Conseil du commerce des services, a informé le CNC de nouvelles offres de services du Salvador, de Malaisie et d'Egypte. Cependant, il a noté qu'il «s'inquiétait» qu'approximativement 45 offres demeurent exceptionnelles, et a précisé que les négociations manquaient de substance (8 décembre 2004). Plusieurs pays ACP ont noté que jusqu'à présent, la libéralisation des services prônée n'est pas de nature à gommer

les «déséquilibres dans la capacité, l'efficacité et la compétitivité qui existent entre les Membres.»

Quelques Membres ont essayé de mettre en exergue l'importance de l'agriculture sur les négociations globales, tout en soulignant l'importance des négociations sur les services. D'autres leur ont rétorqué que l'agriculture restait le point central. A cet égard, Supachai a indiqué que les Membres doivent identifier les liens entre les positions de négociation dans les différents secteurs de négociations tels que l'agriculture, l'AMNA et les services.

L'Ambassadeur malaisien Muhamad Noor Yacob, Président du tout récent Groupe de négociation sur la facilitation des échanges, a indiqué que les deux réunions tenues jusque là se sont focalisées sur les aspects organisationnels et procéduriers liés au lancement des négociations, avec des communications de la CNUCED, de la Banque Mondiale et de l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD).

Le Président de la session spéciale du Comité du Commerce et du Développement, Faizel Ismail de l'Afrique du sud, a indiqué que très peu de progrès ont été notés sur les 88 propositions sur le Traitement Spécial et Différencié (TSD). Il a émis le vœu que les négociations se focalisent sur les thématiques qui ont sous tendus les différentes propositions pour être vraiment productives. Les pays ACP Membres ont insisté sur le fait que leur priorité était d'arriver à une solution rapide sur un accord sur le TSD pour lui donner une consistance économique et le rendre plus précis, plus effectif et plus opérationnel.

### Les spéculations sur le processus pré-Hong Kong continuent

Le Brésil, la Suisse, Singapour et Hong Kong ont suggéré que la conférence ministérielle de Décembre 2005 à Hong Kong vise à parvenir à des modalités sur l'agriculture et sur l'AMNA. L'UE le Japon soutiennent pour leur part qu'en principe, la ministérielle de Hong Kong devrait consacrer la conclusion du Cycle de Doha. Le représentant américain au commerce, Robert Zoellick a pour sa part déclaré, lors d'une conférence de presse le 7 Décembre dernier, qu'il souscrit pour une conclusion du Cycle en 2006, mais que beaucoup de choses doivent être coordonnées et menées à bien d'ici là.

Les observateurs s'attendent à ce que plusieurs réunions «mini-ministérielles» soient tenues durant les mois à venir pour examiner l'état d'avancement des négociations et se préparer pour Hong Kong. Un certain nombre de rencontres pareilles des ministres du commerce des principaux Membres de l'OMC ont été tenues avant les conférences ministérielles de Doha en 2001 Doha et de Cancun en 2003. Bien qu'elles suscitent souvent des critiques à cause de leur supposé manque de transparence et de l'exclusion de la plupart des Membres de l'OMC, ces mini-ministérielles sont perçues par les puissances économiques Membres comme un excellent forum de discussion pour mieux préparer les négociations à venir.

(suite à la page 22)

## Conseil des ADPIC: quelques avancées sur les liens entre l'Accord ADPIC et la question de la biodiversité et des savoirs traditionnels

Réunis les 1er et 2 décembre derniers au Conseil des ADPIC, les Membres de l'OMC ont tenté de faire avancer leurs discussions autour des questions relatives aux liens entre l'Accord ADPIC et la diversité biologique en se basant sur une nouvelle proposition (disponible sous la côte IP/W/438) mise sur la table par la Bolivie, le Brésil, l'Inde, Cuba, l'Equateur, le Pakistan, le Pérou, le Venezuela et la Thaïlande. Même si dans les débats sur l'accord ADPIC de nombreux pays sont restés sur leurs positions, on a noté sur la question spécifique de la biodiversité des savoirs traditionnels et du folklore, une volonté de Membres d'aller de l'avant et d'aborder les questions de fond.

La nouvelle proposition soumise lors de la réunion a mis l'accent sur la question du consentement préalable, l'un des trois éléments qui composent la liste présentée en mars dernier par un certain nombre de pays en développement, pour servir de base aux négociations sur la diversité biologique. Cette liste comprend, outre la question du consentement préalable, le partage des avantages et la révélation de l'origine.

La soumission a porté une attention particulière à l'article 15 de la convention sur la diversité biologique qui oblige chaque partie contractante à révéler l'obtention d'un consentement préalable en connaissance de cause pour tout brevet portant sur des ressources biologiques, à moins que cela ne soit autorisé par le pays qui fournit ces ressources.

Nombre de pays restent cependant sur leurs positions et ne partagent pas l'idée de faire de la divulgation de l'origine ou de l'obtention d'un consentement préalable un pré-requis pour un brevetage dans les ressources biologiques. Les Etats-Unis en particulier estiment qu'il n'existe aucun conflit entre l'accord ADPIC et la convention sur la diversité biologique (CDB) et que, par conséquent, l'obligation de la divulgation introduit une complexification inopportune dans le système international des brevets. La démarche des Etats-Unis est de mettre en avant une approche contractuelle.

Dans une nouvelle proposition, la Suisse a quant à elle réaffirmé son attachement à une approche volontaire pour révéler ou non l'origine d'une ressource génétique ou d'un savoir traditionnel dans un processus de brevetage. Elle a toutefois rappelé aux Membres que l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle offrait plus d'atouts que l'OMC pour traiter de questions relatives à cette question. D'autres pays ou groupes n'ont pas encore adopté une position claire sur la question de la divulgation préalable et restent donc dans une posture jusqu'ici attentiste. C'est le cas de la Nouvelle Zélande, de l'Australie et de l'Union Européenne. Cette dernière estime que simplement que le système de divulgation devrait être plus approprié.

### Le Canada lance un défi aux partisans des trois approches

Le Canada est intervenu dans le débat autour des approches devant servir à résoudre les conflits potentiels entre l'accord ADPIC et la CDB pour lancer un défi aux Membres qui ont opté chacun pour l'un des trois approches, volontaire, obligatoire ou basé sur le

contrat, en leur demandant de se référer à quelques cas de « mauvais brevets » et de montrer comment leurs approches auraient pu aider à les éviter. Il a cité en particulier les cas du riz basmati. Cette démarche du Canada a été soutenue par l'Australie et la Nouvelle Zélande, confirmant du coup, leur demande pour une évaluation de l'impact de chacune de ces trois méthodologies sur des cas concrets.

Les discussions en cours au Conseil des ADPIC sur les relations entre la CDB et la protection des ressources biologiques et du savoir traditionnel entrent dans le cadre de la révision de l'article 27.3 (b) et l'article 71.1 de l'Accord ADPIC, conformément au mandat donné dans le paragraphe 19 de la déclaration de Doha.

La prochaine réunion du Conseil des ADPIC est prévue les 8 et 10 mars 2005.

### Textiles : Les enjeux liés à la suppression des quotas continuent de peser sur les débats

Les débats sur les enjeux de la fin des quotas dans le secteur du textile se sont poursuivis en s'intensifiant au sein du Conseil du Commerce des Marchandises lors de sa réunion du 25 novembre et au sein du Comité du commerce et du développement réuni le 26 novembre. Alors qu'on s'achemine inexorablement vers l'expiration de l'Accord sur les Textiles et les vêtements (ATV) prévue pour la fin de l'année, la plupart des espaces de négociations semblent offrir des opportunités pour les pays en développement pour poser la question de la nécessité d'un ajustement de leurs économies face aux bouleversements qui seront engendrés par la disparition des quotas.

Les discussions se sont donc poursuivies au Conseil du Commerce des Marchandises sous la présidence de l'ambassadeur Coréen Choi Hyuck, pour examiner le projet de rapport sur la dernière phase de la mise en œuvre de l'ATV que les Membres doivent soumettre au conseil général. Le Conseil a cependant dû suspendre l'examen et l'adoption du rapport pour continuer à discuter sur des questions de fond telles que les ajustements nécessaires pour faire face aux contraintes qui devraient voir le jour dans la période « post-quota ». Ces questions ont d'ailleurs déjà fait l'objet de vives préoccupations exprimées par un groupe de pays en développement comprenant le Bangladesh, la République Dominicaine, les îles Fiji, la Jamaïque, Madagascar, l'île Maurice, la Mongolie, le Nepal, le Sri Lanka et l'Ouganda dans une soumission présentée au Conseil des marchandises le 1er octobre. Dans cette proposition, ces pays ont appelé l'OMC à se pencher sur la question de l'ajustement et des coûts qui seront engendrés par l'expiration de l'ATV et à mettre en place un programme de travail ayant pour mission de chercher des solutions aux problèmes d'ajustement identifiés.

Mais compte-tenu de l'impact tout particulier que ces changements auraient sur les PMA, l'ambassadeur Hyuck a affirmé

(suite à la page 22)

## Accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA): les Membres s'opposent sur la façon de structurer les discussions

Le groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles s'est réuni du 8 au 11 novembre derniers et a abordé plusieurs questions techniques relatives aux négociations sur les produits non agricoles, ainsi que la manière de structurer les pourparlers à venir. Selon des sources proches des négociations, des désaccords sont apparus sur la question de la structuration des discussions et sur la priorité à accorder à tel ou tel sujet parmi les trois qui composent l'accord-cadre de juillet sur cette question : la formule de réduction tarifaire générale, la composante des tarifs sectoriels (y compris l'élimination complète des tarifs dans les secteurs sélectionnés) et les flexibilités pour les pays en voie de développement.

### **Le texte de Johannesson accueilli avec scepticisme par les pays en développement**

Le président du Groupe de travail, l'ambassadeur Islandais Stefan Johannesson, a fait circuler un document avant la réunion, dans lequel il expose quelques idées préliminaires sur les modalités d'organisation des discussions. Selon lui, il y aurait une large tendance favorable à l'idée de commencer les négociations dans l'ordre suivant : la formule de réduction tarifaire, l'approche sectorielle et la flexibilité pour les pays en développement. Il a aussi fait référence aux barrières non tarifaires comme pouvant être le quatrième point sur lequel les membres pourraient se pencher dans leur premier jet de discussion.

Sa proposition a cependant été rejetée par un groupe d'au moins 20 pays en développement, dont le Brésil, la Thaïlande, le Pérou, l'Équateur, le Vénézuéla, l'Argentine, l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, El Salvador, le Honduras, la République dominicaine, et l'Inde. Ces pays ont en effet affirmé qu'ils s'opposeraient à toute approche renvoyant à un « trépied » et qu'ils ne pourraient aborder de composante sectorielle sans avoir bouclé la question de la formule. A en croire la délégation indienne, accepter l'initiative mettrait l'élimination sectorielle de tarifs au même niveau de priorité que l'établissement de la formule. Les pays en développement ont en outre réaffirmé leur demande de voir leurs préoccupations spéciales prises en compte à toutes les étapes des négociations.

A contrario, certains des pays développés, au premier rang desquels se trouvent les Etats-Unis, l'UE, la Nouvelle Zélande et l'Australie ont soutenu les propositions du président. Selon ces derniers, la formule est certes importante pour les négociations, mais elle l'est tout autant que les autres éléments qui devraient composer la base d'un futur accord. Les Etats-Unis ont indiqué que l'accord-cadre de juillet n'a pas déterminé clairement des modalités de base et ont appelé les Membres à éviter de toucher à l'équilibre de ce texte. L'Australie a abondé dans le même sens, déclarant que quelques pays en développement essayaient de réinterpréter le « paquet de juillet » dans lequel la formule et l'élimination sectorielle ont été abordées avec une égale importance.

Une autre question au centre des débats a été la participation des Membres dans l'initiative sectorielle. Les pays en

développement ont affirmé que l'accord-cadre de juillet dispose que la « participation de tous les participants » serait un impératif pour atteindre les objectifs fixés dans la déclaration de Doha. Les USA, estiment quant à eux, que la participation de tous n'est nullement nécessaire et qu'il suffirait d'obtenir une masse critique et la convergence d'un grand nombre de pays qui entretiennent une relation d'échange sur un produit pour parvenir à une avancée vers l'élimination des tarifs sur ce produit spécifique.

### **Le désaccord persiste aussi sur la méthodologie pour conversion des tarifs**

Les délégués ont aussi discuté de la conversion des droits non ad valorem en équivalent de droit ad valorem lors de cette réunion du 8 au 11 novembre derniers. Les droits ad valorem font référence à des tarifs basés sur un pourcentage fixe de la valeur d'importations, tandis que les droits non ad valorem se basent plus tôt sur le volume. L'accord cadre de juillet demande aux membres de procéder à la conversion et à la consolidation des droits non ad valorem en droit ad valorem pour qu'ils puissent être appliqués à toutes les formules de réductions.

Dans cette optique, les Etats-Unis ont proposé la mise sur pied d'un sous-groupe, au sein de Groupe de Travail sur l'Accès aux Marchés (GTAM), pour s'occuper spécifiquement des implications techniques de la conversion des droits non ad valorem en équivalent ad valorem. Cette proposition n'a pas eu cependant beaucoup de succès, critiquée qu'elle a été par l'UE qui y voit une structure de plus qui pourrait disperser les efforts réalisés dans le GTAM et qui dupliquerait aussi ce qui se fait dans les négociations agricoles.

### **Le Comité du Commerce et du développement discute du traitement spécial et différencié, de l'assistance technique et des produits de base**

Le Comité du commerce et du développement (CCD) s'est relancé dans les négociations à la suite de l'obtention de l'accord-cadre du 1<sup>er</sup> août. En effet, après une importante réunion consacrée le 29 octobre au réexamen du traitement spécial et différencié, une autre a été organisée le 16 novembre pour se pencher sur l'assistance technique. Cette dernière a aussi été l'occasion pour la CNUCED de faire une présentation sur les produits de base et la question des matières premières.

Les discussions en vue de l'établissement de dispositions opératoires pour le traitement spécial et différencié n'ont pas beaucoup avancé à l'OMC. Au moins à trois reprises, les Membres ont échoué à respecter les délais de référence fixés pour la mise en place de telles dispositions entre 2002 et maintenant. Selon Faizel Ismail, représentant sud africain et président du CCD, les Membres doivent redoubler d'efforts pour parvenir à des

(suite à la page 22)

## Coton ouest africain : l'Assemblée parlementaire européenne se penche sur le dossier

Le dossier du coton était au menu des discussions lors de la session annuelle de l'assemblée parlementaire de l'Union européenne tenue du 22 au 27 novembre 2004. Les discussions ont ainsi porté sur les différentes formes de subventions versés aux producteurs de coton, en particulier les soutiens internes et les subventions à l'exportation.

Le démantèlement des subventions agricoles au coton constitue une vieille revendication des pays en développement en particulier des pays africains producteurs de coton. Dans ce sens, des avancées se pointent à l'horizon avec la promesse européenne de répondre positivement aux demandes africaines de réduire leurs subventions au coton. Les pays africains ont ainsi, au cours de cette session annuelle parlementaire, salué les efforts consentis par l'organisation européenne même si, tout reste pour le moment à l'état des promesses. C'est dans ce contexte que le vice-président de l'Assemblée nationale du Mali, Assarid A.G, a soutenu qu'à la suite de l'initiative du président Chirac, l'UE a « proposé de diminuer les subventions internes à la production et de réduire également les subventions à l'exportation. Elle a décidé, en outre, de mettre en place un mécanisme visant à soutenir les efforts des pays africains qui produisent du coton. Si ces dispositions sont appliquées, elles pourront nous aider et aider les paysans de nos différents pays. Je pense que nous pouvons arriver à un accord avec l'UE » a-t-il ajouté.

Par ailleurs, les pays africains ont accueilli avec beaucoup de satisfaction la mise en place d'un sous-comité pour le coton conformément à l'Accord-cadre d'Août dernier. Ceci dans la mesure où la création d'un tel comité permettra de faire progresser les négociations pour la réduction des subventions agricoles sur le coton. Cependant, les pays africains ont déploré le fait que le dossier du coton ne soit toujours pas séparé des négociations agricoles car pour le vice-président malien : « le coton concerne dix millions de personnes en Afrique qui, subissent les conséquences des subventions internes et externes versées aux 25000 producteurs des Etats-Unis. »

Le sous-comité mis en place pour le dossier coton a pour tâche principale de se prononcer sur les politiques commerciales restrictives du commerce cotonnier dans tous les trois domaines clés des négociations agricoles notamment l'accès aux marchés, les soutiens internes et les subventions à l'exportation. Comme le rappelle le rapport du comité de l'agriculture de l'OMC, le sous-comité veillera à concilier les nécessités du commerce et les questions de développement.

Dans la logique de guerre contre les subventions au coton, à la conférence de Cancun en 2003, quatre pays africains avaient présenté une « Initiative » intitulée : « Réduction de la pauvreté : Initiative sectorielle en faveur du coton ; proposition conjointe du Bénin, du Burkina- Faso, du Mali et du Tchad ». Dans celle-ci les souhaits des pays africains concernant le dossier du coton ont été exprimés. Ils tournaient entre autres sur la possibilité que la question du coton soit traitée de façon spécifique par rapport aux négociations du comité sur l'agriculture.

Source : [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr)

### Agriculture : Le Sous Comité sur le coton mis en place

Le Comité spécial de l'Agriculture qui s'est réuni le vendredi 19 novembre dernier a finalement décidé d'établir le Sous Comité sur le coton dont la création fait suite à l'Accord-Cadre du 1er Août 2004. Cet organe sera chargé de traiter la question du coton de manière « ambitieuse, rapide et spécifique », quoique dans le cadre des négociations globales sur l'agriculture. Lors de la réunion, les discussions ont essentiellement porté sur le fonctionnement du Sous-Comité, les contours du mandat qui lui seront confiés et le choix de sa présidence.

Le sous-comité est ouvert à tous les pays Membres de l'OMC ainsi qu'aux observateurs gouvernementaux. Les Organisations internationales ayant déjà le statut d'observateurs au niveau du Comité de l'agriculture en bénéficieront également au niveau du Sous Comité sur le coton. Celui-ci travaille sous la coupole de la session spéciale du Comité sur l'agriculture et devra rendre régulièrement compte au comité de l'agriculture. A ce stade, l'information devra être relayée suivant une hiérarchie établie par l'OMC de ses propres organes : le Comité de l'agriculture devra rapporter au Comité des Négociations Commerciales qui rapportera au Conseil Général, avant que celui ne transmette les derniers développements et consensus adoptés à la Conférence Ministérielle. Celle-ci présentera un rapport lors de sa prochaine session prévue au mois de décembre 2005 à Hong Kong. Mais il reste tout de même à déterminer le contenu réel du Sous Comité avec des termes de références précis qui soient en accord avec les orientations de l'accord du 1er Août et des préoccupations fondamentales des pays africains consignées dans l'Initiative sectorielle.

Avec l'appui du Groupe Africain, les quatre pays africains auteurs de l'Initiative sectorielles ont demandé à l'Ambassadeur Tim Groser, d'assurer la présidence du Sous comité coton. Ils ont aussi insisté sur le fait que les dates des prochaines réunions devraient leur être communiquées au plus tôt, pour que leur délégations qui ne sont pas trop fournies en personnel puissent disposer du temps nécessaire à la préparation.

L'une des difficultés auxquelles il faudra s'attendre dans les travaux du sous comité est l'harmonisation des positions défendues sur les mêmes points au sein de sessions de négociations différentes, en l'occurrence au niveau du comité sur l'agriculture et du sous comité sur le coton. Le consensus recherché sur le coton devra par principe rester plus flexible et rapidement plus opérationnel que les résultats sur les négociations globales sur l'agriculture. Le fait que les deux processus se déroulent en même temps ne permet pas d'avoir des mesures fiables des progrès accomplis sur le coton, et ne favorise pas la cohérence des positions défendues par les protagonistes africains dans les négociations globales.

Selon certains observateurs, si l'établissement du Sous Comité est un pas important dans la solution du problème, il ne saurait être une fin en soi. Le groupe africain et surtout les quatre pays initiateurs (Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad) doivent rester proactifs dans leurs démarches en s'assurant que le Sous Comité joue bien le rôle pour lequel il a été établi et que tous les résultats seront communiqués à temps aux organes de l'OMC susmentionnés pour garantir la fluidité du processus et en assurer l'efficacité.

Pour plus d'informations sur le processus suivi par l'Initiative sectorielle sur le coton à l'OMC. <http://www.ictsd.org/africodev/edition/synthese/03-05/lignedefond1.htm> - <http://www.ictsd.org/africodev/edition/synthese/04-07/lignedefond3.htm>

## En visite en Afrique de l'ouest, Zoellick réitère les positions américaines sur le coton et rappelle les avantages de l'AGOA et du MCA

Le ministre américain chargé des négociations commerciales multilatérales, Monsieur Robert Zoellick, a effectué une visite de travail du 7 au 10 décembre 2004 dans trois pays de l'Afrique de l'ouest : le Mali, le Bénin et le Sénégal. Cette visite est la concrétisation d'une promesse déjà formulée à l'endroit de ces pays de l'Afrique de l'ouest, il y'a quelques mois à Genève par le représentant américain.

Au cours de son séjour à Dakar, il a rencontré des parlementaires, des agriculteurs et des chefs d'entreprise lors d'une réunion qu'il a co-présidée avec le ministre de l'Agriculture et celui du commerce ; respectivement Messieurs Habib Sy et Mamadou Diop Decroix. La réunion a donné lieu à un point de presse au cours duquel il a abordé plusieurs question-clés en discussion dans le cadre des négociations commerciales multilatérales.

Il est ainsi revenu sur la lancinante question du coton, le Millenium Challenge Account (MCA) et sur l'AGOA.

Parlant de la question du coton, Zoellick a considéré que le coton, contrairement aux revendications des pays africains producteurs, ne peut être traité de façon spécifique à l' OMC dans la mesure où « il y'a des pays qui sont intéressés par le coton, d'autres par le soja et des biens de service. Donc l'Afrique ne peut pas sortir le coton du lot, il faut qu'elle fasse des négociations d'ensemble ». Selon lui, eu égard au nombre pléthorique des produits à prendre en considération par l'Organisation Mondiale du Commerce, c'est presque une utopie de vouloir traiter de manière spécifique le problème du coton par rapport aux négociations agricoles. Il a cependant salué les avancées connues dans le traitement de ce dossier avec la mise en place récente du sous-comité du coton au niveau de l'OMC .

Abordant le Millénium Challenge Account, le représentant américain, tout en mettant en exergue les perspectives intéressantes de cette initiative américaine, note que : « ...pour une utilisation judicieuse de l'aide, les USA sont désormais attentifs sur la manière dont cet argent est dépensé. C'est pourquoi dans le cadre du MCA, l'accent est mis sur des pays qui ont des objectifs définis par la Banque Mondiale. Comme le Sénégal est éligible, les USA travaillent actuellement avec le gouvernement pour la finalisation de ces négociations afin qu'en 2005 l'argent puisse commencer à venir pour appuyer les programmes de développement. »

L'AGOA a constitué un des points de discussion de la réunion de Dakar. En effet, du point de vue du Ministre américain, les exportations de textiles en provenance de l'Afrique subsaharienne vers les USA, du fait de l'AGOA, ont considérablement augmenté avec un pourcentage de 3,3% par rapport à 2003. Toutefois, selon Zoellick, les pays africains gagneraient à être plus compétitifs dans cette filière des textiles en raison de l'élimination définitive à partir de 2005 des quotas avec la caducité imminente de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

La loi sur la croissance et les opportunités en Afrique plus connue sous son acronyme AGOA est promulguée il y'a quatre ans et offre aux pays africains qui en sont bénéficiaires l'accès en

franchise de douanes et sans contingent au marché américain. En 2003, les exportations des pays africains au titre de l'AGOA vers les USA ont augmenté de 55%. Trente sept pays parmi lesquels ceux qui ont été visités par le représentant américain, sont déjà bénéficiaires de ce programme.

Quant au MCA, c'est un vaste projet d'aide aux pays en développement auprès d'une agence américaine la Millenium Challenge Corporation. Cette dernière exige entre autres conditions des pays bénéficiaires, qu'ils libéralisent leurs économies et qu'ils facilitent l'accès de leurs marchés aux investisseurs étrangers. Elle réclame par ailleurs de ces pays qu'ils mettent en œuvre des réformes politiques dans le sens de la démocratisation. C'est au cours d'un discours prononcé par le président des USA , Georges Bush , à Monterrey au Mexique, le 22 mars 2002 que la création de cette nouvelle agence a été décidée.

**Sources :** Notes ENDA

**Négociations post-juillet 2004: Les négociateurs africains auprès de l'OMC examinent l'Accord-Cadre du 1<sup>er</sup> août et adoptent leur feuille de route à Tunis**

Des négociateurs africains basés à Genève, des officiels, des universitaires et des représentants d'organismes régionaux et internationaux se sont réunis du 25 au 26 novembre, à Gammarth, en Tunisie, pour discuter des principales questions techniques et stratégiques relatives à l'Accord-Cadre adopté par les Membres de l'OMC le 1er août 2004.

La réunion était organisée conjointement par la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), le PNUD, la BAD et l'Union Africaine. Elle avait pour objectif d'aider les pays africains à développer et à affiner leurs positions dans les négociations futures dans le cadre de l'agenda de Doha et devait aussi identifier les enjeux les plus importants pour ces pays dans le cadre des négociations sur les questions de l'agriculture, de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, les services, la facilitation des échanges et les questions de développement.

Cette réunion de haut niveau a été précédée d'une rencontre des experts, les 23 et 24 novembre, qui se sont penchés entre autres, sur les principales propositions du Cycle de Doha et leurs incidences pour les exportations de l'Afrique. Ils ont également débattu des aspects techniques des formules proposées dans les négociations sur l'agriculture et l'accès au marché pour les produits non agricoles ainsi que des obstacles non tarifaires au commerce.

Après avoir rappelé l'engagement des africains à rester impliqués activement dans les négociations du cycle de Doha, qui consacre un engagement politique sans précédent en faveur des préoccupations de développement des pays du sud, les participants à la réunion de Tunis ont lancé un appel à la cohésion et à la solidarité à la fois

(suite à la page 16)

*Négociations post-juillet 2004... (suite de la page 15)*

au niveau politique et technique entre le groupe africain et les groupes de pays en développement. Ainsi, en perspective de la sixième conférence ministérielle, des domaines ont été identifiés qui nécessitent « une recherche approfondie et conjointe » de la part des universitaires, des organisations régionales et internationales etc.

### **Agriculture**

De l'avis de nombreux représentants africains, le cadre de travail sur l'agriculture contenu dans l'accord-cadre du 1er août laisse en suspens beaucoup de questions d'intérêts pour l'Afrique. Si ces questions sont ajoutées aux contraintes qui vont découler de l'introduction de nouveaux éléments tels que « la nouvelle boîte bleue », les « produits sensibles », les « produits spéciaux et les mécanismes de sauvegarde spéciale », la formule étagée etc., on peut aisément comprendre les difficultés auxquelles les pays africains devraient faire face dans la phase de négociation des modalités. Les participants ont ainsi identifié les questions essentielles sur l'agriculture pour essayer d'y proposer des positions communes.

#### **L'accès aux marchés**

Se préparant déjà à la phase de modalités, les pays africains envisagent l'élaboration d'une proposition qui devrait intégrer à la fois la formule, les produits sensibles, les produits spéciaux et les mécanismes spéciaux de sauvegarde qui correspondent le mieux aux intérêts de l'Afrique. Le but de cette proposition devrait être d'élaborer plusieurs options auxquelles les négociateurs pourraient se référer dans la phase des modalités, ce d'autant plus que l'accord-cadre du 1er août est resté imprécis sur les paramètres de la formule étagée proposée pour les réductions tarifaires.

La démarche qui à l'heure actuelle semble satisfaire les pays africains est, comme le montre certaines études, de « proposer une formule comportant un élément fort de traitement spécial et différencié opérationnel et substantiel, tout en se conformant à l'accord-cadre sur l'application d'une formule étagée ».

Sur la question de la conversion des tarifs spécifiques en tarifs ad valorem, les négociateurs africains préconisent de chercher la meilleure méthode pour calculer les équivalents ad valorem (AVE) à intégrer dans les formules étagées de réduction tarifaire. C'est pourquoi l'option dégagée est de partir de plusieurs scénarios élaborés à partir de plusieurs méthodes de calculs.

Ils ont en outre abordé la questions de préférences commerciales et montré leur importance sur les économies des pays africains avant de demander que les préférences en place soient sauvegardées et que des études soient menées pour évaluer l'impact de l'accès aux marchés sans restriction pour les exportation africaines dans les pays développés.

#### **Soutien interne et subventions à l'exportation**

Sur ces deux questions, la démarche des négociateurs africains semble être de s'inscrire dans une posture offensive en proposant pour le premier sujet une période de référence appropriée dans le contexte des engagements de réduction et pour le deuxième une date pertinente qui tienne compte des intérêts des pays africains.

Si la fin toute prochaine des subventions à l'exportation est désormais admise à l'OMC, sa date exacte fera en effet l'objet de vives négociations qui, pour les africains, devrait tenir compte des intérêts des exportateurs africains qui en tireraient avantage et des nombreux autres, importateurs nets de produits alimentaires, qui devraient rencontrer des difficultés.

### **Coton**

Le paquet de juillet ne précise pas si les subventions reçues par les producteurs, en particulier ceux des Etats-Unis, seront « supprimées » totalement ou seulement « réduites », ni quand cela pourrait se faire. Les pays africains devraient donc faire des propositions concrètes à la fois sur les modalités, les délais et les autres questions liées au coton.

#### **Accès aux marchés pour les produits non agricoles**

L'accord-cadre a repris l'annexe B du texte de Derbez, sur lequel les pays en développement avaient émis de nombreuses réserves, en y ajoutant simplement le paragraphe 1 qui visait à donner l'opportunité de tenir des « négociations supplémentaires » sur les détails d'un nombre important d'éléments à savoir la formule à appliquer, le traitement des tarifs non consolidés, la marge de flexibilité pour les pays en développement, la question relative à la participation des composantes des tarifs sectoriels et la questions des préférences. Dans tous les cas de figure, les africains ont souligné l'importance de disposer d'une marge de manœuvre suffisante pour consolider leur processus d'industrialisation, de bénéficier aussi d'un traitement spécial et différencié, ainsi qu'une non-réciprocité totale quelle que soit la formule adoptée dans la phase des modalités.

### **Services**

Les inquiétudes dans ce domaine portent sur le très petit nombre de pays africains ayant été capable de faire des offres. Les participants ont reconnu la faiblesse du secteur des services sur le continent ainsi que les contraintes des pays dans les négociations sur les services à l'OMC du fait de la dualité entre des aspects sectoriels et des modes d'offres. S'il est convenu que les pays africains doivent développer leurs secteurs des services, les offres à faire dans le cadre des négociations doivent être assorties de conditions afin de garantir que l'ouverture ne bénéficiera pas seulement de quelques entreprises étrangères qui viendront investir sur le continent.

#### **La facilitation des échanges**

Même si au titre de l'accord-cadre du 1er août les membres ont convenus de se lancer dans la facilitation des échanges, les pays africains demandent encore une clarification de certaines questions telles que le lien entre les contraintes en en ressources humaines et financières et les obstacles techniques au commerce, les procédures de certification etc. Les négociations sur la facilitation des échanges ne devraient pas donc se limiter seulement à la question des procédures douanières mais doit englober des aspects plus larges qui vont jusqu'aux infrastructures.

Le gouvernement de Tunisie a pris l'engagement d'organiser une conférence ministérielle sur la facilitation des échanges en 2005.

**Sources :** rapport Commission économique pour l'Afrique



## Afrique de l'ouest : la CEDEAO tente d'avancer dans la mise en œuvre d'une politique agricole commune

Après la réunion des chefs d'Etat et gouvernement de la CEDEAO du 17 mai 2002 à Yamoussoukro et l'atelier de formation sur les politiques agricoles et d'information sur le NEPAD (28-30 avril 2004), un atelier national de concertation sur la politique agricole de la CEDEAO s'est tenu à Dakar du 3 au 5 novembre dernier pour réfléchir sur les possibilités d'harmonisation des politiques agricoles en vigueur dans l'espace communautaire.

L'engagement de la CEDEAO dans plusieurs processus de négociations, en particulier la négociation d'un Accord de Partenariat Economique (APE) avec l'Union européenne, exige une rationalisation de sa démarche en œuvrant au préalable pour l'harmonisation des marchés, des réglementations et des politiques publiques au sein de l'espace. C'est pourquoi, une politique agricole commune devrait définir, selon M. Thierno Mademba GAYE, Directeur de cabinet du ministre de l'agriculture du Sénégal, « les principes et les objectifs assignés au secteur agricole, l'orientation du développement agricole et les domaines d'intervention ». Les objectifs de la PAC, devraient selon lui, être orientés vers « la sécurité alimentaire durable des pays membres de la CEDEAO, la rémunération décente aux actifs agricoles et l'expansion durable des échanges tant du point de vue de la sous région que dans le reste du monde ».

Pour sa part, le représentant de la CEDEAO, Monsieur Yamar Mbodj a considéré « qu'à partir des positions et des contributions des pays et des acteurs, la CEDEAO dégagera l'option la plus fédératrice des attentes et des intérêts de la région ». Il a souhaité par ailleurs que la rencontre de Dakar participe à la réduction de la pauvreté et assure le développement durable, piliers essentiels des objectifs du NEPAD.

Le plan d'action qui a été établi préconise l'établissement d'un document de base incluant un diagnostic régional du secteur agricole, une identification des principales opportunités, défis, principes et enjeux. La finalisation du projet de document et sa présentation aux instances de validations de la CEDEAO sont prévues pour début 2005. D'ici là, un atelier où prendront part différents acteurs régionaux d'organisations socioprofessionnelles, organisations d'intégration et de coopération régionale, administrations nationales des 15 pays membres de la CEDEAO dans les secteurs agricoles entre autres, sera organisé pour discuter des priorités, des domaines d'intervention, des instruments de politiques agricoles mobilisés et des modalités de financements.

Pour les organisateurs, le succès de cette politique dépendra de la mise en place d'un véritable marché commun, de l'unicité du marché dans la suppression des barrières douanières et de l'unicité des prix dans l'instauration de mécanismes régulateurs.

### Risque de collusion avec la Politique Agricole de l'UEMOA (PAU)

Si l'initiative de la CEDEAO peut présenter des avantages, on pourrait tout de même se demander si sa PAC ne risque pas de faire double emploi avec la Politique Agricole de l'UEMOA qui a déjà mis en œuvre un projet semblable. La PAU a été créée depuis

août 1999 et les objectifs dégagés sont les mêmes. Seul l'espace géographique d'application de ces politiques diffère de peu. En effet, la PAU se déploie dans un espace francophone plus restreint que la PAC de la CEDEAO.

On craint ainsi un mimétisme qui ne serait pas pratique en termes de coût et de temps alloués au nouveau projet. Il eût été certainement plus pratique que la CEDEAO travaille plus étroitement avec l'UEMOA en vue d'identifier une possible joint venture dans la définition des orientations et de la mise en œuvre d'une politique agricole commune. Ce faisant, la CEDEAO pourrait tirer profit aussi de la position de l'UEMOA qui est dans l'attente de la confirmation de son statut d'observateur à l'OMC et profiter de son expérience dans l'élaboration de positions communes à la sous région dans les négociations commerciales multilatérales.

Pour rappel, l'UEMOA a été créée en 1994, en remplacement de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMO). C'est une organisation sous régionale qui compte huit pays membres: le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau, le Niger, le Mali, le Sénégal et le Togo. Elle vise l'unification des espaces économiques nationaux ayant l'usage d'une monnaie commune qui est le franc CFA. Elle a pour but la convergence des politiques économiques ainsi qu'une véritable intégration des économies des pays membres. Sur le plan commercial, ses desseins s'apparentent à ceux de la CEDEAO, au moins dans leurs déclinaisons.

### La société civile se penche aussi sur la politique agricole

Concomitamment à l'atelier de la CEDEAO, le Forum du tiers-monde, organisation mettant en réseau une grande pluralité de compétences et œuvrant dans la recherche d'alternatives en faveur des pays du Sud, a organisé une rencontre sur le thème : « la nouvelle question agraire : avenir des agriculteurs et des sociétés paysannes en Afrique de l'ouest ».

A cette occasion, intervenant sur la question de la PAC de la CEDEAO, Samir Amin a noté que celle-ci devrait permettre de soutenir l'option en faveur d'une économie paysanne et d'un développement des économies paysannes pour les pays membres de la CEDEAO. Dans un contexte marqué par la mondialisation, une PAC de la CEDEAO, même si elle est la bienvenue, n'est pas cependant sans présenter des inquiétudes notamment par rapport aux importations agricoles venant des pays du Nord et du Sud avec des prix de dumping, lesquels concurrencent déloyalement les produits agricoles locaux. Sous ce registre, certains intervenants ont mis en garde la CEDEAO et la PAC contre l'erreur de l'UEMOA avec son tarif extérieur commun (TEC).

Quelque que soit le schéma qui guidera la PAC de la CEDEAO, force est de reconnaître que celle-ci doit être compatible avec les règles de l'OMC en particulier avec l'accord sur l'agriculture qui traite de l'accès aux marchés, du soutien interne à la production, de la concurrence à l'exportation et du traitement spécial et différencié.

*L'Afrique appelle à l'action sur la santé publique... (suite de la page 1)*

De manière plus importante, la proposition d'amendement africaine supprime toutes les références au « détournement des échanges » et, à l'exception d'un paragraphe sur l'emballage spécial, aux mesures que les Membres qui ont recours au système doivent prendre pour l'éviter.

La proposition d'amendement supprime également une section entière sur les obligations de notification, notamment la prescription selon laquelle le pays importateur doit notifier le nom du médicament et la quantité dont ils prévoient avoir besoin et confirmer aussi l'absence de capacité de fabrication du pays. Des obligations de notification détaillées pour les sociétés de fabrication/exportation et pour les gouvernements ont également été abandonnées. Par contre, de telles dispositions sont au cœur des modifications du droit des brevets adoptées ou projetées par une poignée de Membres de l'OMC, pour permettre l'exportation de produits pharmaceutiques aux fins du système établi par la Décision. L'UE, par exemple, propose actuellement encore plus de mesures de notification et de contrôle que ne l'exige la Décision.

Au nombre des autres dispositions retirées figurent : les procédures à travers lesquelles les pays importateurs doivent certifier leur manque de capacité de fabrication (le Nigeria a soutenu verbalement que tout Membre qui notifie son intention de recourir au système indiquerait clairement et explicitement son manque de capacité de fabrication) ; des mesures que les importateurs doivent prendre pour éviter le détournement des échanges ; et la prescription selon laquelle le Conseil des ADPIC devait mener des réexamens annuels sur le fonctionnement du système. La proposition d'amendement ne fait aucune référence aux pays qui ont choisi de ne pas recourir au système en tant qu'importateurs, bien qu'il ait été fait mention de ces pays dans une note de bas de page de la Décision du 30 août, avec une mention supplémentaire dans la Déclaration du président.

### **Peu de partisans déclarés**

La proposition africaine a suscité des réactions allant de la prudence à la froideur manifeste, la plupart des pays développés et certains pays en développement insistant sur le fait que tout amendement devait être une 'traduction technique' de la Décision et devrait également refléter la Déclaration du président.

Les membres de l'OMC soutenant largement ce point de vue comprenaient l'Australie, le Canada, la Corée, les Etats-Unis, HongKong, le Japon, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la Suisse, Taiwan, la Turquie et l'UE. Leurs critiques de la proposition africaine portaient sur le fait qu'elle avait supprimé nombre des dispositions de la Décision et qu'elle ne faisait même pas mention la Déclaration du président. L'Australie, le Canada, les Etats-Unis, le Japon et la Norvège figuraient au nombre des pays qui ont mis l'accent sur le fait que la Décision initiale représentait un équilibre délicat et que les négociations ne devaient pas être relancées sur son contenu. Le Canada, la Norvège, la Suisse et l'UE ont également noté que leurs modifications législatives (soit projetées, soit déjà adoptées) étaient fondées sur l'hypothèse qu'un amendement permanent ne modifierait pas la dérogation. Les Etats-Unis ont fait part de leurs doutes sur le point de savoir si l'amendement aiderait le Conseil des ADPIC à atteindre sa date limite de

mars 2005, alors que l'UE le qualifiait de « voie peu prometteuse pour avancer ».

Le Nigeria et le Kenya ont soutenu, pour défendre l'amendement, que les dispositions omises étaient « superflues » et que la Déclaration avait atteint son but qui était de susciter un consensus en faveur de la Décision et qu'il n'était donc pas nécessaire de la répéter. Les Etats-Unis ont répondu que des passages que certains pourraient juger superflus étaient 'essentiels' pour d'autres. La Déclaration du président était cruciale pour mettre un terme à l'opposition de l'industrie pharmaceutique à la Décision du 30 août.

Les Philippines ont été le seul pays non africain à appuyer formellement la proposition. De nombreux pays en développement, notamment le Brésil et l'Inde, ont favorablement accueilli le passage de la procédure à la substance, mais ont indiqué qu'il leur fallait davantage de temps pour étudier la proposition en détail. Ils ont également appuyé l'appel de la Malaisie à des consultations sur l'amendement, sous l'égide du président du Conseil des ADPIC, Tony Miller. Ces consultations devraient avoir lieu au cours des prochaines semaines.

*Evaluation du paquet de juillet ... (suite de la page 3)*

de propriété intellectuelle, les mesures relatives à l'investissement et l'antidumping) étaient déséquilibrées et devaient être réexaminées. Les ministres ont convenu que les négociations sur toutes ces « questions de mise en œuvre en suspens feront partie intégrante du Programme de travail. » De plus, les préoccupations des pays en développement en ce qui concerne l'efficacité des dispositions existantes en matière de traitement spécial et différencié seront prises en compte à travers un réexamen en vue de « les renforcer et de les rendre plus précises, plus effectives et plus opérationnelles. (para. 44) » Si certains progrès ont été réalisés dans le domaine du traitement spécial et différencié, les négociations sur les questions de mise en œuvre ont été entravées par le débat sur le renforcement de la protection des indications géographiques et n'ont pas encore sérieusement commencé.

Dans les négociations sur l'agriculture avant juillet, le G-20 des pays en développement avait réussi à garantir que les disciplines sur le soutien interne et la concurrence à l'exportation devaient tenir compte du principe de proportionnalité et des niveaux de développement et de vulnérabilité des pays en développement. Pour le soutien interne, il avait été convenu que « les pays en développement qui allouent presque tout le soutien *de minimis* aux agriculteurs pratiquant l'agriculture de subsistance ou disposant ressources limitées seraient exemptés. » Concernant la concurrence à l'exportation, ces pays peuvent conserver les subventions à l'exportation pendant une période plus longue (à négocier) et leurs entreprises publiques de commercialisation qui maintiennent la stabilité des prix et la sécurité alimentaire « recevront une attention spéciale ».

La proposition relative au cadre pour l'accès aux marchés pour les produits non agricoles reconnaît que la réduction des obstacles tarifaires seule ne suffit pas pour fournir aux pays en développement un accès aux marchés véritable. Des obstacles non tarifaires tels que l'antidumping, les obstacles techniques au

commerce et les licences d'importation dans les pays développement dressent souvent des obstacles significatifs à leurs exportations. Les résultats des négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles doivent comprendre des règles plus équilibrées qui appuient leurs efforts de réduction tarifaire à travers des disciplines effectives sur les obstacles autres que d'ordre commercial afin que les exportations des pays en développement ne soient pas restreintes de manière inéquitable.

Les modalités convenues sur la facilitation des échanges font de gros efforts pour établir des règles plus équilibrées à l'OMC en spécifiant que « l'étendue des engagements et le moment auquel ils seront contractés seront liés aux capacités de mise en œuvre des Membres en développement et des Membres les moins avancés. »<sup>9</sup> Ceci établit un lien explicite entre les engagements des pays en développement en matière de mise en œuvre et les capacités de ces pays.

Certains observateurs ont soutenu que l'application de telles flexibilités dans les règles devrait être surveillée par un mécanisme devant être établi à l'OMC.<sup>10</sup> Un tel mécanisme aiderait à élargir les flexibilités aux pays qui en ont besoin et réexaminerait l'application de ces mesures et de leur perpétuation, sur la base de critères devant être convenus. Le même mécanisme identifierait également les contraintes et les besoins des pays en développement en matière de capacités, comme débattus ci-dessus.

### Gouvernance globale

Un autre groupe d'observateurs de l'OMC<sup>11</sup> ont soutenu que « la clé du développement est le renforcement des capacités, c'est-à-dire donner aux pauvres les moyens de profiter des opportunités, d'améliorer leurs niveaux de vie à long terme et d'exprimer leurs attentes et leurs aspirations. » Ce n'est qu'en participant activement aux négociations que les pays en développement peuvent effectivement formuler leurs intérêts et s'engager avec d'autres pays à négocier des compromis équitables et durables. Ainsi, le fonctionnement de l'OMC doit garantir que les principes de transparence et d'inclusion sont observés. Ceci est essentiel pour garantir la légitimité et l'appropriation des décisions de l'OMC. La transparence et l'inclusion doivent être pratiqués à la fois dans le processus et dans la mise en œuvre de fond des règles.

Dans les négociations sur l'agriculture, le manque de transparence dans les obligations de mise en œuvre des pays développés était une des raisons du contournement fréquent des engagements et des obligations aux fins du Cycle d'Uruguay. Ainsi, dans la négociation du cadre de juillet sur l'agriculture, les pays en développement ont insisté sur – et obtenu – un accord sur le fait que la transparence et la surveillance des engagements sur l'ensemble des trois piliers devaient être renforcées. Les pays ont réussi à obtenir des accords plus équilibrés et plus équitables dans les négociations avant juillet sur l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, mais nombre d'entre eux ont estimé par contre que le processus de négociation n'était pas

très transparent et qu'il devait être amélioré dans l'avenir. La partie la plus intense des négociations sur l'agriculture a été menée au sein d'un petit groupe de 5 pays. Bien que le Brésil et l'Inde représentaient le G-20, les détails et la complexité des négociations et les divergences d'intérêt entre les membres du G-20 ont nécessité davantage de transparence et d'inclusion. D'autres groupes majeurs (Groupe africain, Groupe Afrique, Caraïbes, Pacifique – ACP – pays les moins avancés et G-10) ont été largement laissés en marge de ces négociations.

Les négociations sur la facilitation des échanges étaient plus transparentes et plus inclusives avant juillet. Tirant les leçons de Cancun, les pays développés n'ont pas de nouveau sous-estimé les points de vue forts émis par les pays en développement et en conséquence, le texte de juillet sur les modalités pour la facilitation des échanges ne prend pas en compte nombre des préoccupations significatives des pays en développement.

Le processus de prise de décision à l'OMC – qualifié de 'médiéval' par Pascal Lamy, à Cancun – est un des sujets majeurs examiné par le Conseil consultatif d'experts mis en place en juin 2003 par le directeur général Supachai Panitchpakdi, pour donner des avis sur la réforme institutionnelle.<sup>12</sup> On s'attend à ce que le groupe formule ses recommandations longtemps différées en matière d'amélioration « dans un proche avenir ». Les Membres de l'OMC auront alors l'occasion de faire progresser le débat davantage pour garantir que l'organisation joue son rôle en contribuant à la gouvernance globale.

### Conclusions

Dans la décision du Conseil général de juillet, les Membres de l'OMC ont apporté une contribution significative à la dimension développement du système commercial multilatéral fondé sur des règles. La Décision élargissait l'Agenda du développement de Doha à la 6<sup>ème</sup> Réunion ministérielle devant se tenir en décembre 2003 à Hongkong, en Chine. Si Pascal Lamy a déclaré que le Cycle de Doha pouvait être conclu d'ici cette date, les Membres de l'OMC doivent toujours développer un programme de travail et fixer de nouveaux délais, notamment ceux des accords sur les modalités dans l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. De plus, il faut développer un nouveau programme de travail qui garantisse que certains des autres domaines de l'Agenda du développement de Doha qui ne faisaient pas partie des négociations sur l'ensemble de juillet, tels que les règles, l'environnement et les ADPIC, reçoivent également une certaine impulsion.

Les progrès et la conclusion fructueuse du Cycle de Doha dépendront également des élections américaines et de la capacité de la nouvelle administration à renouveler l'autorité de négociation rapide du président, durant le second trimestre de 2005. De plus, avec une Commission exécutive nouvellement élue et 10 nouveaux Etats Membres (passant de 15 à 25), l'UE devra développer la volonté politique et le mandat de négocier un accord ambitieux sur l'agriculture, en conformité avec les engagements énoncés dans la Déclaration de Doha.

(suite à la page 20)

<sup>9</sup> WTO/WT/L/579, annexe D, para. 2.

<sup>10</sup> Voir Susan Browse 2002 ci-dessus.

<sup>11</sup> V. Engammare et Jean-Pierre Lehman. *Does the Multilateral Trading System Promote the Interests of the Poor ?* Afro-Asian Civil Society Seminar, New Delhi, 13-15 avril 2004.

<sup>12</sup> Voir communiqué de presse de l'OMC du 19 juin 2003 (PRESS/345) et une réactualisation dans Bridges Year 7 N° 7, page 9.

*Evaluation du paquet de juillet ... (suite de la page 19)*

Les pays en développement aussi auront à maintenir la dynamique de leurs efforts de négociations et renforcer leurs alliances soigneusement tissées sur différentes questions. Il faudra s'appuyer sur les succès du G-20 dans les négociations sur l'agriculture en renforçant son alliance avec le Groupe de Cairns, le G-33 et le G-90, pour créer un pouvoir de négociation encore plus grand et plus équitable entre pays développés et pays en développement au sein de l'OMC. Les discussions vigoureuses au sein de ces groupes devraient aboutir à un équilibre des intérêts des pays en développement en vue d'un système commercial plus ouvert, notamment entre ces pays et à une prise en compte la plus grande flexibilité dont les PMA ont besoin. La participation active des groupes de la société civile, notamment du secteur privé dans les pays développés et les pays en développement, sera cruciale pour garantir que la voix de ceux qui recherchent un système commercial multilatéral plus juste, plus équilibré et renforcé prévaut sur les lobbies protectionnistes et génère un aboutissement fructueux du Cycle d'Uruguay.

*Facilitation des échanges : ... (suite de la page 4)*

Les pays en développement et les PMA disposent-ils des ressources nécessaires pour apporter des améliorations dans tous ces domaines ? La réponse est non, en particulier lorsque dans nombre de ces pays des pressions concurrentes s'exercent sur les ressources, en particulier pour les besoins en matière de développement humain. C'est une des raisons pour lesquelles la plupart d'entre eux sont réticents à souscrire à des obligations juridiques dans le cadre de l'OMC. Dans le même temps, indépendamment de leur niveau de développement, les pays sont convaincus que la facilitation des échanges est importante pour le développement économique. C'est pour cela que de nombreux pays ont souhaité la réaliser dans le cadre d'un agenda de réforme des échanges unilatéral, sur la base des ressources disponibles.

Il est vrai que les modalités pour des négociations sur la facilitation des échanges ont reconnu le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et des PMA. La question porte sur la nature du traitement spécial et différencié et sur sa mise en œuvre. C'est à ces pays, semble-t-il, qu'il incombe d'identifier des mesures de traitement spécial et différencié. Ceci nécessite des compétences et des ressources humaines considérables et est particulièrement préoccupant pour les PMA : Ils ont à calculer non seulement le coût ponctuel d'une mesure particulière, mais aussi les coûts récurrents de fonctionnement du système. Une simple (en termes économiques uniquement) analyse coût-bénéfice ne suffit pas car, étant donné la nature de la question, les coûts sociaux de l'investissement (coûts d'opportunité) et le rendement social (dans le sens d'une meilleure société, libérée de la corruption) sont des variables importantes pour pleinement comprendre les implications des mesures de facilitation des échanges.

Ceci nous mène à la question très importante de l'assistance technique et de la constitution de capacités. Le Cadre de juillet traite de manière détaillée de cette question, notamment la reconnaissance du fait que des agences multilatérales et intergouvernementales telles que la Banque mondiale et l'Organisation mondiale des douanes doivent travailler de manière harmonisée. Tou-

tefois, les programmes d'assistance technique et de constitution de capacités pour la facilité des échanges devraient prendre en compte trois facteurs cruciaux.

En premier lieu, il devrait y avoir une approche institutionnelle de l'assistance technique et de la constitution de capacités. Les agences donatrices devraient encourager l'amélioration des institutions existantes dans les pays en développement et les PMA, au lieu de créer de nouvelles institutions. En second lieu, les pays en développement et les PMA, qui rencontrent des problèmes essentiellement similaires, devraient apprendre les uns des autres, au lieu d'emprunter des concepts aux pays industrialisés avancés. En d'autres termes, les agences donatrices devraient adopter une approche triangulaire de l'assistance technique et de la constitution de capacités : donateurs du Nord, bénéficiaires du Sud - prestataires du Sud. Ceci nécessite un haut niveau de coordination entre et parmi les donateurs, les bénéficiaires et les prestataires (savoir-faire et comment faire). En troisième lieu, avant d'entreprendre des activités d'assistance technique et de constitution de capacités, il faudrait mener un audit économique et social exhaustif des instruments/institutions de facilitation des échanges existants et des questions systémiques et de gouvernance qui y sont liées.<sup>4</sup>

## Conclusion

Personne ne peut nier le fait que des coûts de transaction inutiles peuvent créer des difficultés pour le mouvement transfrontières des marchandises. Ceci est particulièrement vrai pour les petites et moyennes entreprises (PME), qui n'ont ni les moyens ni les ressources pour faciliter le mouvement rapide de leurs produits. Le défi pour les Membres de l'OMC est de reconnaître, de comprendre et d'intégrer ces dimensions développement de la facilitation des échanges durant les négociations du Cycle de Doha.

Selon un rapport de la CNUCED, les coûts de transactions directs et indirects s'élèvent au à 10% de la valeur totale des échanges globaux, soit près de 400 milliards de dollars US.<sup>5</sup> La facilitation des échanges peut réduire ces coûts de manière significative. Mais la question est de savoir qui en bénéficiera le plus. Il semble que les grandes entreprises en seront les bénéficiaires majeurs, car elles sont plus à même de tirer avantage de telles mesures.

Le défi est de savoir comment acheminer les avantages de la facilitation des échanges vers les PME, en particulier dans les pays en développement et les PMA. Il devrait également y avoir un mécanisme de transfert des ressources générées (soit à travers des économies, soit à travers la production de recettes) grâce aux mesures de facilitation des échanges, au niveau interne, vers les infrastructures et le développement social qui bénéficieraient aux pauvres. Ceci ne sera possible que si les pays peuvent s'atteler aux questions systémiques et de gouvernance au niveau interne.

<sup>4</sup> Cette analyse repose sur des documents pays préparés dans le cadre du programme CUTS intitulé *International Working Group on Doha Development Agenda* (IWOGDA, Phase II).

<sup>5</sup> Roy, Jayanta: *Trade Facilitation: An Urgent Issue*, The Economic Times, New Delhi, 24 juin 2004.

*Accord de libre-échange USA-SACU... (suite de la page 6)*

### **Investissement**

La protection que les dispositions en matière d'investissement accorderaient aux sociétés multinationales basées aux Etats-Unis et opérant dans la SACU risquait toujours d'entraîner un blocage des négociations. L'expérience montre que l'approche du gouvernement sud-africain dans la négociation des dispositions relatives à l'investissement a eu tendance à être plus réactive que proactive. Les premières indications sont que les Etats-Unis recherchent actuellement la garantie que les investisseurs américains bénéficieront d'un traitement favorable, tout en s'assurant que les investisseurs des pays de la SACU ne reçoivent pas de droits de fond plus substantiels sur la protection de leurs investissement que ceux que les investisseurs nationaux aux Etats-Unis sont habilités à recevoir. Les dispositions relatives à l'investissement dans d'autres accords de libre-échange conclus par les Etats-Unis ont inscrit dans l'Accord de libre-échange un mécanisme de règlement des différends qui permet aux investisseurs américains dans des juridictions étrangères d'initier des poursuites directement contre les gouvernements, ce qui, par exemple, a des incidences sur les médicaments essentiels et sur d'autres questions.

### **Services**

Un des domaines de désaccord dans les négociations sur les services portera probablement sur l'inquiétude de voir les implications possibles du futur accord sur la santé publique dans la région de la SACU. Une autre divergence significative entre les parties concernera probablement le débat sur le point de savoir s'il faut inclure tous les services dans l'accord, avec un calendrier, en excluant les services spécifiques (la liste dite 'négative' recherchée par les Etats-Unis) ou s'il faut recourir à l'approche 'liste positive', qui énoncerait les secteurs spécifiques devant être visés par l'Accord tout en excluant tous les autres des engagements de libéralisation (approche préférée par la SACU).

### **Transparence dans la passation des marchés publics**

Les dispositions relatives à la passation des marchés publics qui figurent dans l'Accord de libre échange USA/CAFTA montrent quelle peut être la grande portée des dispositions. Les dispositions pourraient exiger la notification juste et ponctuelle des achats, des procédures efficaces pour l'examen des soumissions, et pénaliser les pots-de-vin dans la passation des marchés publics aux fins de la législation américaine et de celle de la SACU. Ceci est certes un objectif qui vaut la peine d'être recherché, mais il y peut y avoir des conséquences négatives pour les politiques d'action affirmative et de renforcement des capacités des noirs. Il pourrait également y avoir des incohérences avec les constitutions et certains éléments des législations de quelques pays de la SACU.

### **Conclusion**

Le non respect de la date limite de décembre 2004 pourrait s'avérer utile pour la SACU, à long terme. Pour le moment, l'AGOA prévoit pour les exportateurs de la SACU un accès non réciproque aux Etats-Unis et bien que ceci pourrait finalement être remplacé par un accord commercial réciproque, la prorogation des relations commerciales au-delà des marchandises à des domaines com-

plexes qui n'ont pas été développés au niveau multilatéral devrait se faire avec la prudence nécessaire et uniquement après un examen attentif des incidences sur les économies des divers pays de la SACU.

### *Opportunités et risques de la libéralisation ... (suite de la page 8)*

vices. La mise en commun des ressources des pays membres dans les blocs régionaux respectifs peut régler quelques-uns des problèmes. Certains services peuvent être fournis à travers les frontières, ce qui permet donc de profiter de l'intégration régionale. Les pays membres peuvent également mettre en commun leurs capacités en vue des négociations et encourager la libéralisation interrégionale et le flux d'investissement transfrontières qui apaisent leurs besoins. Ces services comprennent les infrastructures de transport et de communication, les services publics (électricité, gaz et eau) et les voies d'eau intérieures. Le développement de ces sous-secteurs peut avoir un impact positif sur l'économie en stimulant la croissance des autres secteurs et en garantissant le fonctionnement efficient de l'économie. Le problème posé par la régionalisation dans les pays africains est l'appartenance de ces pays à plusieurs blocs régionaux. Il est impératif de coordonner et d'harmoniser les diverses initiatives au niveau régional pour développer le secteur des services.

### **Conclusion**

La Tanzanie manque de capacité de négociation et un faible niveau de sensibilisation ou d'engagement vis-à-vis du secteur privé dans les négociations commerciales, ainsi qu'un secteur des services sous développé. Face à ces problèmes, le gouvernement a adopté une stratégie défensive dans les négociations de l'AGCS, en exigeant davantage de temps et en cherchant à faire reconnaître la libéralisation autonome. Toutefois, ce pays peut toujours tirer profit des engagements au titre de l'AGCS dans des secteurs tels que le tourisme, le transport, les télécommunications et les services financiers. Les engagements envers les Membres de l'OMC devraient viser à rehausser la compétitivité des investisseurs nationaux. Au niveau multilatéral, l'appui devrait également être élargi en vue de la mise en place d'un cadre réglementaire et institutionnel juste et efficient qui peut prendre en compte la position désavantagé (et solliciter un appui accru pour la constitution de capacité) de PMA tels que la Tanzanie.

### *Négociations sur l'agriculture : ... (suite de la page 9)*

tatives devraient être envisagés comme mesures de réponse ; et le mécanisme devrait être simple, efficace et facile à mettre en œuvre.

Le Kenya, les Philippines, la Chine et le Brésil ont appuyé le document, le Kenya ajoutant qu'aucune restriction ne devrait être placés sur le MSS afin de permettre aux pays de prendre en compte de manière effective les brusques poussées des importations et les fluctuations des prix. Des pays développés Membres dont l'UE, les Etats-Unis et la Nouvelle-Zélande ont formulé quelques commentaires et objections. L'UE et les Etats-Unis n'ont pas appuyé l'élargissement du MSS à tous les produits agricoles, préférant négocier des critères pour les moyens de limiter sa portée. Dans

*(suite à la page 22)*

*Négociations sur l'agriculture : ... (suite de la page 21)*

un tel scénario, le MSS pourrait ne s'appliquer qu'aux produits alimentaires de base ou aux produits nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire. Les pays ont ajouté que le MSS pourrait s'appliquer à des produits ayant déjà des droits de douane faible afin de faciliter le processus général de libéralisation.

Le démarrage de la prochaine semaine de l'agriculture est fixé au 7 février 2005.

*Le Comité des Négociations Commerciales (CNC) ... (suite de la page 11)*

La Chine, qui est un participant régulier aux mini-ministérielles, a appelé à la prudence pour que les pays non participants ne sentent pas exclus du processus de négociation. Déjà, un petit groupe de ministres du commerce projettent de tenir une réunion d'une demi-journée à Davos, en Suisse, en marge du Forum Economique Mondiale en Janvier. Les organisateurs de cette réunion refusent de la considérer comme une mini-ministérielle, mais on s'attend à ce que les participants se focalisent sur des thématiques liés à l'OMC, comme cela avait été le cas l'année dernière. Quelques Membres sont en train de projeter une mini- ministérielle à Mombasa, au Kenya, en février ou mars. D'autres mini-ministérielles sont annoncées pendant la conférence ministérielle de l'OCDE en mai 2005 et lors du sommet de l'APEC en novembre 2005.

La prochaine réunion de CNC sera tenue le 14 février 2005.

*Textiles : les enjeux liés à la suppression des quotas... (suite de la page 12)*

que le président du sous-comité pour les PMA est en train d'envisager la possibilité d'engager le secrétariat de l'OMC dans une étude sur la compétitivité des PMA dans le secteur des textiles à la fin de l'ATV. A cette demande, le Sri Lanka et la Turquie ont répondu que la question de la compétitivité dans le commerce mondial des textiles est une source de préoccupations pour beaucoup de pays en développement et pas seulement pour les PMA.

Si les Membres reconnaissent ensemble la nécessité de poursuivre les discussions notamment sur la question des ajustements nécessaires dans la période post-quotas, l'espace dans lequel se tiendra de telles discussions semble cependant les diviser. Pour un groupe de pays comprenant le Sri Lanka, la Zambie (représentant les PMA), l'Ouganda, la Turquie, le Bangladesh, la Tunisie, les Etats-Unis, l'Union Européenne, la Jordanie, Trinidad et Tobago, la République dominicaine et la Mongolie, les problèmes liés à l'ajustement demeurent dans l'agenda du Conseil des marchandises, alors que d'un autre côté, la Chine, l'Inde et le Pakistan estiment qu'il n'existe aucun consensus sur cette question et que la question doit plutôt être déplacée vers le sous-comité pour les PMA.

**Le programme d'assistance technique pour 2005  
non encore adopté**

La réunion du Comité du Commerce et du Développement du 26 novembre n'a pas réussi à approuver le plan d'assistance technique élaboré au titre de l'année 2005 pour le renforcement des capacités des membres à prendre une part plus active dans les

négociations afin de profiter des bénéfices promis par la libéralisation du commerce. Les blocages sont engendrés par l'opposition de la Chine, de l'Inde, le Pakistan et de Hong Kong à l'idée d'organiser des dialogues régionaux sur « l'environnement post-ATV et les négociations sur l'accès aux marchés dans le cadre du programme de Doha pour le développement ».

*Le Comité du Commerce et du Développement discute... (suite de la page 13)*

avancées d'ici la pause de Noël, y compris sur les 28 propositions spécifiques et d'autres questions transversales qui ont été définies avant Cancun.

**La convergence sur les 28 propositions adoptées avant  
Cancun comme point de départ**

Lors de la réunion du 29 octobre, le Président Ismail a appelé les Membres à capitaliser à partir des points de convergences retenus avant Cancun, tout en poursuivant les discussions sur les questions transversales. Pour rappel, dans le processus de discussion en vue de rendre le traitement spécial et différencié plus transparent, plus opératoire et plus effectif, conformément au mandat de Doha, les Membres avaient mis sur la table 88 propositions. Mais confrontés à la difficulté de traiter toutes ces propositions, et tenant compte des espaces de divergence et/ou de convergence sur certaines d'entre elles, ils avaient opéré une division informelle de ces propositions en trois catégories : la première qui englobe 28 propositions porte sur celles qui font l'objet d'un consensus ; la seconde porte sur 38 propositions sur lesquelles les positions sont mitigées et qui ont été envoyées aux organes compétents pour plus de clarification et la troisième avec 15 propositions porte sur des sujets sur lesquels les Membres n'ont pas réussi à trouver des consensus.

**Le programme  
de l'assistance technique pour 2005**

Les questions relatives à l'assistance font l'objet de moins de controverses même si les Membres en discutent aussi avec beaucoup d'intérêt et font, de temps à autres, des remarques sur des sujets spécifiques.

La proposition de programme d'assistance technique pour 2005 a été présentée par le secrétariat de l'OMC lors de la réunion du CCD du 16 novembre (WT/COMTD/W/133/Rev.1). Le Programme qui doit être adopté avec les amendements à la fin de l'année 2004 a suscité des controverses en particulier sur les points en rapport avec la question des textiles et des vêtements. Les Membres étaient en désaccord total en ce qui concerne l'intégration du secteur des textiles et des vêtements dans les matières couvertes par le programme d'assistance technique. La Chine a soutenu qu'il n'y avait aucune raison d'avoir une assistance technique dans le domaine des textiles et des vêtements puisque cela ne figure pas dans le mandat donné à Doha.

Le Brésil est allé dans le même sens que la Chine. En effet, si l'assistance technique est accordée pour ce qui est des textiles et des vêtements en dehors du mandat de Doha, cela reviendrait à l'orienter sur des questions qu'elle ne devrait pas prendre charge en particulier les trois des quatre thèmes de Singapour exclus du programme de Doha. La Chine craint en effet que l'ambiguïté de

la question de l'assistance technique concernant « l'après-ATV » puisse amener certains pays à tenter de ranimer les quotas dans ce secteur en 2005 dans le cadre des négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA.).

L'Ouganda, le Kenya et quelques pays de l'Amérique Centrale ont clairement soutenu qu'ils ne voulaient pas ranimer les quotas, mais plutôt souhaitent obtenir l'assistance afin de faciliter l'ajustement de leurs économies et industries locales avec la disparition de l'ATV.

Au cours d'un déjeuner débat, le délégué de la Chine a plutôt suggéré la tenue de séminaires nationaux sur la question, et le Brésil a avancé que ça pourrait être plus facile si les ateliers régionaux portaient uniquement sur l'environnement commercial de « l'après-ATV », et ne cherchaient pas à continuer les quotas ou d'autres restrictions dans le secteur.

Au surplus, les Membres ont cherché à apporter un coup de projecteur sur les activités ciblées dans le cadre du Programme sur l'Assistance Technique et, en particulier ont demandé des informations sur le niveau de l'assistance qui serait fourni et sur le caractère équilibré de celle-ci au niveau régional.

### La Présentation de la CNUCED sur les produits de base

La CNUCED a présenté un document relatif aux produits de base constituant ainsi un point à examiner dans l'ordre du jour de cette réunion. Les Membres n'ont pas pu traiter de façon exhaustive cependant toutes les questions au menu, seulement quelques questions ont été abordées et celles restantes sont renvoyées à une réunion ultérieure.

Les Membres étaient divisés sur la manière de continuer avec la question des produits de base. Les pays développés suggéraient une série de présentations suivies de discussions. Les pays en développement, en revanche, voulaient avoir immédiatement des discussions, et exprimaient des craintes que l'approche des pays développés puisse être trop prenante. Certains Membres considéraient par conséquent une approche médiane avec une série d'organisations avec des présentations suivies de discussions. Le débat sur cette question a aussi été renvoyé ultérieurement devant l'incapacité du président à résoudre ce qui a été décrit comme une « impasse inutile ».

### Le secrétariat apportent des clarifications sur les Règles et leur implication dans le développement

Dans le contexte du débat en cours sur la signification du « développement durable » au paragraphe 51 de la Déclaration Doha, le Comité du Commerce et du Développement est mandaté pour « identifier et discuter des aspects des négociations relatives au développement et à l'environnement afin d'aider à atteindre l'objectif visant à ce que le développement durable soit pris en compte d'une manière appropriée », le Secrétariat de l'OMC a fait une présentation sur ces aspects des débats du Groupe de négociation sur les règles ayant des implications sur le développement en particulier, avec le traitement spécial et différencié.

## PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

BRIDGES/PASSERELLES/PUENTES/BRÜCKEN

visent à fournir des informations et des analyses sur les relations entre le commerce et le développement durable afin de favoriser la participation d'un nombre croissant d'acteurs dans les débats internationaux. ICTSD et ses partenaires remercient la John D. et Catherine T. MacArthur Foundation pour l'appui qu'elle fournit à la publication de Passerelles et de Puentes.



enda tiers-monde

*PASSERELLES* entre le commerce et le développement durable est publiée tous les deux mois par ENDA Tiers-Monde et ICTSD.

Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah  
Rédaction : Cheikh Tidiane Dièye et El Hadj Abdourahmane Diouf

Montage : Noma Camara  
Diffusion : Rokhayatou Ndiaye Méguida  
Adresse : B.P. 3370 Dakar, Sénégal  
Tél : (221) 821-70-37  
Fax : (221) 822-26-95  
E-mail : syspro2@enda.sn  
Web : <http://www.enda.sn>



International Centre for Trade  
and Sustainable Development

*BRIDGES Between Trade and Sustainable development* est publié mensuellement par le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Directeur Exécutif : Ricardo Meléndez-Ortiz

Editrice : Anja Halle  
Tél : (41-22) 917-8492  
Fax : (41-22) 917-8093  
E-mail : [ictsd@ictsd.ch](mailto:ictsd@ictsd.ch)  
Web : <http://www.ictsd.org>



*PUENTES Entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible*, est publiée tous les deux mois pour Centro de Internacional de Política Económica de l'Université Nationale de Costa Rica, Fundación Futuro Latinoamericano et ICTSD.

Coordinateurs : Carlos Murillo, Eduardo Escobedo  
Rédaction : Marijke Hallo, Carlos Pomareda, Eduardo Escobedo  
Tél : (506) 263 4550  
Fax : (506) 263 4540  
E-mail : [puentes@ictsd.org](mailto:puentes@ictsd.org)



*BRÜCKEN zwischen Handel und zukunftsfähiger Entwicklung*, l'édition allemande de *BRIDGES* est publiée tous les deux mois en collaboration avec Germanwatch.

Coordinateur : Rainer Engels  
Editrice : Martina Schaub  
Tél : (49-228) 60492-0  
Fax : (49-228) 60492-19  
E-mail : [tradewatch@germanwatch.org](mailto:tradewatch@germanwatch.org)  
Web : <http://www.germanwatch.org>

Les opinions exprimées dans les articles signés de *PASSERELLES*, *BRIDGES*, *PUENTES* et *BRÜCKEN* sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'ENDA, d'ICTSD, de la Fundación Futuro Latinoamericano et de GERMANWATCH. Des extraits de ces articles peuvent être utilisés dans un but non commercial à condition d'en citer l'origine et les auteurs.

### PASSERELLES synthèse mensuelle

Pour vous abonner à la revue Passerelles ou au bulletin électronique Passerelles synthèse mensuelle sur le commerce et le développement, envoyez un courrier électronique à : [syspro2@enda.sn](mailto:syspro2@enda.sn) ou à [achardonnens@ictsd.ch](mailto:achardonnens@ictsd.ch). Dans le corps du texte écrivez inscription à Passerelles. La revue et le bulletin électronique sont aussi disponibles sur le site internet de ICTSD.



## Publications

**A capacity approach to trade and sustainable development: using sen's conception of development to re-examine the debate.** By Aaron Cosbey, International Institute for Sustainable Development, November 2004. The paper is available at <http://www.iisd.org/publications/publication.asp?pno=661>

**A new world map in textile and clothing.** By the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD), December 2004. A related policy brief from October 2004 is available at <http://www.oecd.org/dataoecd/43/14/33824605.pdf>

**Banque mondiale**, Global Economic Prospects 2005: Trade, Regionalism and Development 182 pages, Novembre 2004. Ce rapport présente la position de la BM sur l'économie mondiale. Il analyse la dynamique de l'économie mondiale à court terme et les perspectives à long terme des politiques de réduction de la pauvreté dans le monde. Le rapport examine par ailleurs les questions liées aux accords de commerce régionaux.

**Berd** (Banque européenne de reconstruction et de développement) : Rapport annuel 2003 ; il présente quelques uns des plus importants projets de l'année dernière et montre comment la banque répond à l'évolution des besoins de la région, mai 2004.

**Cea** (communauté économique pour l'Afrique) : synthèse du rapport sur la gouvernance en Afrique de 2005.

**Cea**, état de l'intégration régionale en Afrique. Une étude complète sur les actions menées dès le début par les populations, les gouvernements et les institutions, jusqu'à la création de l'UA en 2000. Pour plus d'informations, voir : [www.uneca.org](http://www.uneca.org)

**Cnuced**, Rapport sur l'investissement dans le monde 2004. Il traite des courants des investissements étrangers directs (IDE) et examine les changements en faveur des activités de services, particulièrement les services extraterritoriaux. 22/09/2004. <http://www.unctad.org>.

**D. Brunelle, C. Deblock-Fides** : L'ALENA, le libre échange en défaut, décembre 2004. Voir [www.eyrolles.com](http://www.eyrolles.com)

**Hervieu Bertrand (dir.); Allaya Mahmoud (coord.)**, Agri.Med, Rapport annuel 2004 6ème édition: agriculture, pêche, alimentation et développement durable dans la région méditerranéenne.. Paris : CIHEAM, 2004. 292 p.

**John Kenneth Galbraith** : Les mensonges de l'économie : « vérité pour notre temps », novembre 2004. Pour plus d'informations. Voir [www.eyrolles.com](http://www.eyrolles.com)

**Juan Marchetti** : Participation des PED aux négociations sur les services menées à l'OMC, juin 2004, 43 pages.

**Marion Jansen et Roberta Pierpartini**, l'incidence du mode 4 sur le commerce des biens et des services menées à l'OMC, juin 2004, 23 pages.

**Ue** : Note d'information au collège de MM. Lamy et Nielson sur les progrès dans les négociations APE, Commission européenne, 21 octobre 2004.

**Uneca** : Various documents on the high level Brainstorming meeting for african trade negotiators in Tunisia, November 2004, [www.uneca.org](http://www.uneca.org)

**Uneca**, Economic report on Africa 2004, unlocking africa' trade potential, september 2004, [www.uneca.org](http://www.uneca.org)

## Événements

**17-19 janvier, Genève, Suisse**, Réunion d'experts de la CNUCED sur les aspects des services professionnels et des réglementations relatifs au commerce et au développement.. Pour plus d'informations voir <http://www.unctad.org/>

**18-20 janvier 2005, Ahmedabad, Inde**: Éducation pour un futur durable. Pour des informations supplémentaires, contactez ESF, tel: +91-79-26858002; télécopie: +91-79-26858010; E-mail: [esf@ceeindia.org](mailto:esf@ceeindia.org); Internet: <http://www.ceeindia.org/esf/index.htm>

**24-25 janvier 2005, Porto Alegre, Brésil**: syndicats, mondialisation et développement. Droits fondamentaux et capacités des ouvriers. Pour plus d'informations et propositions à soumettre contactez, Verena Schmidt, GURN, Unité d'informations et de la Recherche; tel: +41 22 799 74 48; télécopie: +41 22 799 65 70; email : [researchnet@ilo.org](mailto:researchnet@ilo.org).

**24-28 janvier 2005, New York, USA**, septième session du groupe de travail sur le droit des sûretés, Commission des nations unies pour le droit commercial international ( CNUDCI). Pour plus d'informations voir le site de la commission.

**24-28 janvier 2005, Paris, France**, Conférence internationale sur la biodiversité. Pour plus d'informations contacter : Email: [biodiv2005paris@recherche.gouv.fr](mailto:biodiv2005paris@recherche.gouv.fr) site Web: <http://www.recherche.gouv.fr/biodiv2005paris/en/index.htm>

**26-30 janvier, Davos, Suisse**, Réunion annuelle du World economic forum. <http://www.weforum.org/>

**26-30 janvier, Genève, Suisse**, Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes, huitième session. Pour plus d'informations, <http://www.unctad.org/Templates/meeting.asp?intItemID=1942&lang=2&m=5987>

**26-31 janvier 2005, Porto Alegre, Brésil**: Forum social mondial 2005. Plus de 1900 événements ont déjà été enregistrés pour le FSM 2005. Pour des informations supplémentaires voir Internet [www.forumsocialmondial.org](http://www.forumsocialmondial.org)

**7-8 février 2005, Londres, Angleterre**: le tourisme au 21<sup>ème</sup> siècle : les risques environnementaux, sociaux et commerciaux. Pour plus d'informations, contactez Dino Ribeiro, Tél: +44 (0) 20 7321 2045; Télécopie: +44 (0) 20 7321 2045; Email: [Dribeiro@chathamhouse.org.uk](mailto:Dribeiro@chathamhouse.org.uk); Internet: <http://www.chathamhouse.org.uk/index.php>

**9 - 13 février 2005, Genève, Suisse**, Commission du commerce des biens et services, et des produits de base, huitième session, <http://www.unctad.org/Templates/Meeting.asp?intItemID=1942&lang=2&m=5997&year=2004&month=1>

**11-12 février 2005, OMC, Genève, Suisse**, Conseil général : [www.wto.org](http://www.wto.org)

**19-20 février 2005, Nairobi, Kenya**, 6ème Forum mondial de la société civile. Pour plus d'information, contacter : Tél. : 00254-20-623-712. <http://www.unep.org/dpdl/cso>